

Rapport
Annuel
2017

mieux
migration EU expertise

Financé par l'Union européenne



Implémenté par





Migration EU eXpertise (MIEUX) est un dispositif d'échange d'expertise entre pairs qui aide les pays partenaires à mieux gérer les migrations et la mobilité en déployant, à leur demande, une assistance rapide et sur mesure.

MIEUX est une initiative conjointe financée par l'Union européenne (UE) et mise en œuvre par le Centre international pour le développement des politiques migratoires (ICMPD).

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Le contenu de la présente publication relève de la seule responsabilité de l'ICMPD et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne.

Financé par l'Union européenne



Implémenté par



Sommaire



04

Liste d'abréviations et d'acronymes



05

Glossaire MIEUX



08

Qu'est-ce que MIEUX ?



10

Structure de rapport annuel MIEUX 2017



11

2017 en bref



13

Les temps fort de 2017



15

Migration



18

En pratique : MIEUX soutient le développement national par l'engagement de la diaspora à Madagascar



21

Union européenne



24

En pratique : MIEUX soutient la coopération européenne au Costa Rica



27

Expertise



28

En pratique : MIEUX jette des ponts entre les universitaires et les praticiens



31

2017 : Région par Région



45

Processus transversaux



48

Soutien à l'équipe



49

Perspectives pour 2018



51

Remerciements



52

Références



Liste d'abréviations et d'acronymes

AECID	Agence internationale de coopération au développement espagnole	M&D	Migration et Développement
AGMM	Approche globale de la question des migrations et de la mobilité	MGE	Mécanisme de gestion des experts
CAD	Comité d'aide au développement	MIEUX	Migration EU eXpertise (Initiative)
CE	Commission européenne	OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
CEDEAO	Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest	ODD	Objectifs de développement durable
CELAC	Communauté d'États latino-américains et Caraïbes	OIM	Organisation internationale pour les Migrations
CPP	Comité de pilotage du projet	OIT	Organisation internationale du travail
DG DEVCO	Direction Générale Coopération internationale et développement de la Commission européenne	ONG	Organisation non-gouvernementale
DGME	Direction Générale des migrations et des étrangers	ONU	Organisation des Nations Unies
DUE	Délégation de l'Union européenne	OSC	Organisation de la société civile
EAR	Base de données des actions et des experts	PCMM	Programme commun pour les migrations et la mobilité
EASO	Bureau européen d'appui en matière d'asile	PNI	Plan national d'intégration
EM UE	État membre de l'UE	POEA	Agence philippine pour l'emploi outre-mer
FA	Fiche d'Action	PPM	Programme des partenariats pour la mobilité
FdF	Formation de formateurs	QMS	Système de gestion de la qualité
FED	Fonds européen de développement	RI	Recrutement illégal
GCM	Pacte mondial sur les migrations	SOP	Procédures opératoires standards
ICD	Instrument (de financement) de la coopération au développement	TEH	Traite des êtres humains
ICMPD	Centre international pour le développement de politiques migratoires	TIM	Trafic illicite de migrants
IEV	Instrument européen de voisinage	UE	Union européenne
ISO	Organisation internationale de normalisation	UNHCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
KM	Gestion des connaissances (Knowledge Management)	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
LAC	Amérique latine et Caraïbes	UNODC	Office des Nations unies contre la drogue et le crime
		VdT	Victime de la traite



Glossaire MIEUX

Action: une intervention MIEUX qui regroupe généralement six ou sept activités.

Activité: chacun des éléments individuels composant l'Action. Au nombre de six ou sept en fonction de l'Action, elles incluent des séances d'évaluation et de préparation, des missions exploratoires sur le terrain, des séances d'information thématiques, des réunions avec les autorités compétentes, des présentations (principalement pour les politiques), un soutien à distance, des visites d'étude et des ateliers sur des sujets variés.

Approche globale de la question des migrations et de la mobilité (AGMM): depuis 2005, cadre général de la politique extérieure de l'UE en matière de migration et d'asile. Elle définit la façon dont l'UE mène son dialogue politique et exerce sa coopération opérationnelle avec les pays tiers. Fondée sur des priorités clairement définies, elle s'inscrit dans la politique étrangère globale de l'UE, y compris la coopération au développement.

Autorité requérante: institution, organisation ou gouvernement qui sollicite l'appui de MIEUX, généralement aussi bénéficiaire principal de l'Action.

Demande: demande d'intervention émanant d'un gouvernement ou d'une organisation pouvant bénéficier du soutien de MIEUX. Les pays bénéficiaires sont ceux visés par l'Instrument de financement de la coopération au développement (ICD), le Fonds européen de développement (FED), l'Instrument européen de voisinage (IEV) et la Décision d'association outre-mer. Autorités locales, médiateurs/trices, parlementaires, autorités judiciaires ou encore organisations de la société civile (OSC) peuvent faire appel à MIEUX depuis janvier 2016.

Domaines thématiques: les grands domaines thématiques de MIEUX sont tirés de l'AGMM : migration légale, migration et développement (M&D), migration irrégulière, protection internationale et asile. S'y ajoutent des interventions horizontales, c'est-à-dire qui couvrent plusieurs thématiques et qui deviennent dès lors transversales, comme les droits humains ou le genre.

Entre pairs: MIEUX fait appel à des professionnels de la gestion des migrations hautement expérimentés des administrations des États membres de l'UE (EM UE) et des pays tiers pour s'assurer que tous, experts comme pairs bénéficiaires, « parlent la même langue » dans un véritable esprit de collaboration.

Expert (UE): professionnel compétent engagé par MIEUX pour mener les activités de chaque action, en général un fonctionnaire d'un EM UE.

Expert (du sud): professionnel compétent engagé par MIEUX pour mener les activités de chaque action, en général un fonctionnaire d'un pays ne faisant pas partie de l'UE.

Expert and Action Roster (EAR): base de données des experts et des actions MIEUX, non accessible au public.

Fiche d'Action (FA): rédigée conjointement par l'équipe MIEUX, le Comité de pilotage du projet (CPP) et l'entité partenaire, la FA est le premier exercice participatif de toute future intervention MIEUX. Elle décrit la logique d'intervention et le cadre institutionnel du pays partenaire en matière de migration et livre un aperçu de toutes les activités élaborées pour satisfaire la demande exprimée par l'autorité requérante.

Gestion des connaissances (KM): désigne la gestion systématique des processus permettant d'identifier, de créer, de stocker, de partager et d'utiliser les données essentielles individuelles et collectives au profit des acteurs concernés.¹ L'un des six processus MIEUX, la KM est conçue comme un processus transversal qui soutient les grands objectifs et éléments opérationnels du programme.

Interventions horizontales: questions transversales de la gouvernance migratoire comme la gestion des données, les droits humains et l'élaboration de politiques. Elles se posent en complément des thématiques MIEUX centrées sur les quatre piliers de l'AGMM.

Mécanisme de gestion des experts (MGE): un des six processus MIEUX. Il veille au bon fonctionnement de tous les aspects liés au recrutement, au maintien et à l'évaluation des experts impliqués dans des actions MIEUX.

Mise en œuvre: un des six processus MIEUX qui consiste dans l'exécution de la séquence d'activités planifiées dans la FA.

Nouveau consensus européen pour le développement: lancé en juin 2017, à la fois énoncé d'une vision collective et plan d'action pour la coopération au développement de l'UE et de ses États membres, ce texte aligne la politique de développement de l'UE sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Pays partenaire(s): pays visés par l'ICD, le FED, l'IEV et la Décision d'association outre-mer avec lesquels MIEUX instaure une coopération et qui sont les bénéficiaires des Actions et des activités MIEUX.

Pré-mise en œuvre: ensemble des processus qui se déroulent en amont de l'approbation de la demande et qui donc précèdent la phase de mise en œuvre (demande, rédaction de la FA, approbation de la demande, etc.).

Registre des connaissances: catégorisation systématique et exhaustive de l'expertise MIEUX, collectée au fil des pratiques, des processus et des cas d'étude que le programme a contribué à créer depuis 2009.

Renforcement des capacités: « processus par lesquels les individus, les organisations et la collectivité dans son ensemble libèrent, créent, renforcent, adaptent et préservent les capacités au fil des ans » (OCDE/CAD, 2008²). Il se distingue de la « mise en place de capacités » (capacity building) par son champ d'application élargi qui combine trois niveaux : individuel, organisationnel et environnement propice.

Suivi axé sur les résultats: exercice d'évaluation externe qui vérifie si MIEUX atteint ses objectifs conformément à quatre des critères du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE : pertinence, efficacité, efficience et viabilité. MIEUX en a fait l'objet deux fois : en 2013 et début 2018.

Suivi et évaluation: évaluation systématique et objective d'une intervention en cours ou clôturée, de son concept, de sa mise en œuvre et de ses résultats, en fonction de critères ou d'indicateurs prédéfinis. Pour la Commission européenne (CE), les critères principaux sont : la pertinence, l'efficacité, l'impact, la cohérence et la valeur ajoutée de l'UE.

Système de gestion de la qualité (QMS): système formel qui documente les processus, procédures et responsabilités nécessaires à la réalisation des politiques et des objectifs de qualité. Le QMS d'ICMPD vise à coordonner et à gérer les activités de l'organisation dans le respect des exigences réglementaires et dans un objectif d'efficacité et d'efficience permanentes. La gestion de la qualité d'ICMPD est certifiée conforme aux normes de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).



« Sa nature flexible a permis à MIEUX de jouer un rôle déterminant dans le renforcement des capacités des pays partenaires de l'UE dans tous les domaines des migrations grâce à son approche entre pairs »

Ralph Genetzke, Directeur du programme MIEUX et Chef de la Mission ICMPD à Bruxelles

AVANT-PROPOS

MIEUX est l'un des programmes phares du pilier « Renforcement des capacités » d'ICMPD qui, avec les piliers « Politique et recherche » et « Dialogues sur les migrations », complète l'approche en trois volets de l'organisation. La philosophie de travail d'ICMPD repose sur la conviction que les problématiques complexes des migrations ne peuvent trouver de solutions que dans le cadre de partenariats réunissant gouvernements, universités, organisations internationales et société civile.

Alors que tous ces intervenants s'interrogent encore sur la manière de gérer les migrations face au nouveau modèle des Partenariats pour la migration, MIEUX a fourni son « savoir-faire » depuis sa création en 2008 grâce à ses trois principes fondamentaux : (1) agir à la demande, (2) mobiliser les ressources rapidement et (3) faciliter le transfert de connaissances de pair à pair entre praticiens de la migration et au sein des gouvernements des pays partenaires de l'UE.

Comme l'atteste l'augmentation constante du nombre de demandes et d'interventions de suivi, la nature flexible de MIEUX a joué un rôle déterminant dans le renforcement des capacités des pays partenaires dans tous les domaines des migrations grâce à son approche « triangulaire entre pairs » (UE-Sud-Sud) de la coopération.

MIEUX n'a cessé d'évoluer depuis sa création en 2008, passant du statut d'initiative avant-gardiste à celui de dispositif d'échange d'expertise entre pairs de l'UE plébiscité dans le monde entier. Depuis le lancement des premières activités en 2009, le portefeuille de MIEUX n'a fait que s'étendre sur le plan de la couverture géographique comme sur celui de la couverture thématique, au fur et à mesure qu'évoluaient la gouvernance, la rhétorique, les politiques et les institutions de la migration partout dans le monde.

En tant que personne impliquée depuis le début, il est remarquable de voir, par exemple, l'augmentation du soutien au développement de la politique migratoire, (25% des interventions en 2017), soit l'augmentation fulgurante du nombre d'activités, de quatre en 2009 à 64 en 2017, baptisée à juste titre *Année de la mise en œuvre*.

En 2018, MIEUX aura dix ans ; un anniversaire qui coïncide avec les 25 ans d'ICMPD et qui devrait aussi voir l'adoption du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et du Pacte mondial pour les réfugiés, que tout le monde attend. Ces trois événements offriront à MIEUX une occasion idéale de revenir sur les réalisations et les bonnes pratiques engrangées au cours de cette décennie d'existence mais aussi d'explorer d'autres pistes de collaboration entre les gouvernements, les organisations internationales et les acteurs de la société civile qui sont vraiment prêt(e)s à « améliorer les migrations ».



QU'EST CE QUE MIEUX?



MIEUX (Migration EU eXpertise) est un dispositif d'échange d'expertise entre pairs qui aide les pays et les organisations régionales partenaires à mieux gérer les migrations et la mobilité en déployant à leur demande une assistance rapide et sur mesure.

MIEUX est une initiative conjointe financée par l'UE et mise en œuvre par ICMPD depuis décembre 2008. La troisième phase de MIEUX a commencé en décembre 2015, avec un champ élargi et la mission d'impliquer un plus large éventail d'acteurs dans la gestion des migrations, en particulier les autorités locales, les pouvoirs judiciaires et les OSC.

Dispositif d'échange d'expertise entre pairs, MIEUX met en relation les institutions compétentes en matière de migration des pays partenaires, les organisations régionales et les EM UE pour qu'ils trouvent ensemble des réponses aux défis et aux opportunités qu'offrent les migrations dans toutes leurs dimensions. Pour ce faire, MIEUX met à leur disposition une assistance rapide et sur mesure sous la forme d'activités de renforcement des capacités qui contribuent à améliorer la gouvernance migratoire en stimulant la collaboration solidaire entre les partenaires et en inscrivant l'appropriation au cœur de chacune de ses activités.

Outil de la coopération européenne, MIEUX soutient la mise en œuvre pratique d'instruments clés de la coopération au développement comme l'AGMM ou le Consensus européen pour le développement, et, en parallèle, renforce la visibilité et la connaissance du cadre régional européen pour la gestion des migrations, des normes et du savoir-faire de l'UE tout en stimulant l'échange de connaissances. Ce faisant, MIEUX contribue à l'harmonisation de la théorie et de la pratique en matière de gestion des migrations partout dans le monde.

3 OBJECTIFS SPÉCIFIQUES



OS1

Améliorer la compréhension de la gestion des migrations

+



OS2

Améliorer la gouvernance migratoire

+



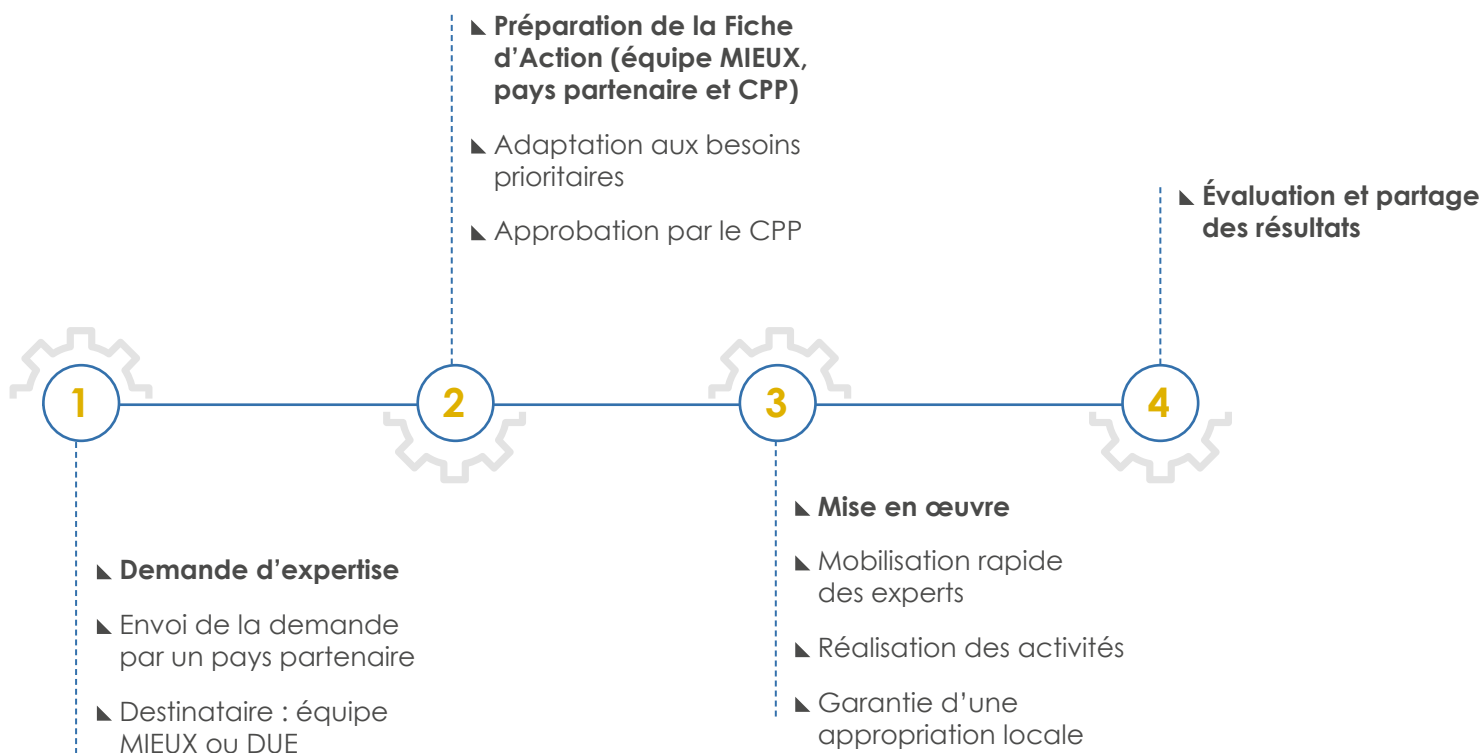
OS3

Promouvoir la coopération



COMMENT FONCTIONNE MIEUX ?

Principaux intervenants : ICMPD, Comité de pilotage du projet - CPP (DG DEVCO, DG HOME, SEAE), pays partenaires



LES SIX PROCESSUS MIEUX



Pré-mise en œuvre



Mise en œuvre



Suivi et évaluation des performances



Communication et visibilité



Gestion des connaissances (KM)



Mécanisme de gestion des experts



STRUCTURE DU RAPPORT ANNUEL MIEUX 2017

En plus de proposer au lecteur un aperçu des activités et des temps forts de 2017 (pages 11-13), le présent rapport l'emmène découvrir de plus près les pierres angulaires de MIEUX : la migration, l'UE et l'expertise. Chacun de ces trois éléments et leur signification respective sont ensuite expliqués en détail puis illustrés par une série d'entretiens avec les acteurs principaux de l'initiative qui nous éclairent sur sa mise en œuvre pratique sur le terrain.



MIGRATION

Découvrez en page 15 comment MIEUX contribue au renforcement global de la gestion des migrations en offrant aux intervenants un arsenal de compétences, de connaissances et de pratiques concrètes. En page 18, Lanto Rahajarzafy, Directrice en charge de la diaspora au Ministère des Affaires étrangères de la République de Madagascar, vous explique en quoi consiste l'action MIEUX dans son pays.



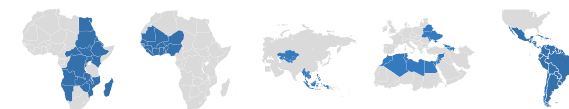
UE

MIEUX a été conçu comme un mécanisme de promotion de la coopération entre l'UE et les pays partenaires. Découvrez en page 21 comment l'initiative contribue à faire avancer les objectifs et les cadres de l'UE. Dans un entretien, Pelayo Castro de Zunzurregui, Chef de la Délégation de l'UE au Costa Rica, explique comment MIEUX promeut la dimension extérieure de la politique migratoire européenne en Amérique latine et aux Caraïbes.



EXPERTISE

Au cœur des Actions MIEUX, il y a plus d'une centaine d'experts qui se déploient aux quatre coins du monde pour partager leur expérience avec leurs homologues des pays partenaires. Découvrez qui ils sont en pages 28-29 et lisez le récit de Tanja van Veldhuizen, chercheuse postdoctorale au Centre Montaigne pour l'Administration judiciaire et la Résolution de conflit, Université d'Utrecht, qui montre comment un dispositif d'échange des connaissances tel que MIEUX parvient à construire des ponts entre les universités et le monde politique.



RÉGION PAR RÉGION

Les Chargé(e)s de projet MIEUX assurent la coordination des Actions menées dans chacune des cinq zones géographiques d'intervention du programme et acquièrent ainsi une expertise solide des besoins, des tendances et des priorités en matière de migration propres à ces régions. Au fil des entretiens en pages 32-44, découvrez les spécificités de ces régions, les réalisations de 2017 mais aussi ce que MIEUX a prévu en 2018 en Asie, en Afrique (de l'Est et de l'Ouest), en Amérique latine et aux Caraïbes, ainsi que dans le Voisinage européen.

Afin de rationaliser le travail à travers les 122 pays où MIEUX est présent, deux processus transversaux « Communication » et « Gestion des connaissances » ont été instaurés dès 2016. Découvrez les stratégies mises en place en page 45.

L'année 2018 sera une année charnière pour MIEUX et pour la gestion des migrations en général. Découvrez en page 49 comment MIEUX compte la mettre à profit pour faire le point sur ses réalisations mais aussi alimenter le débat, les priorités et les dialogues sur les migrations.

16%

d'activités
en plus qu'en
2016

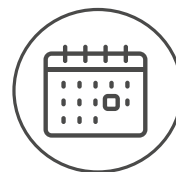


2017

« Année de la
mise en œuvre »

=

Nombre
d'activités record
depuis la création
de MIEUX



2017 EN BREF



En 2017, l'équipe MIEUX a fourni une assistance à 40 pays partenaires et organisations régionales d'Afrique, d'Asie, d'Europe de l'Est, d'Amérique latine, des Caraïbes et du voisinage européen; et a déployé 84 experts pour soutenir les gouvernements dans des domaines tels que l'engagement de la diaspora, la communication, l'intégration, la migration et le développement, l'élaboration de politiques, la lutte contre le trafic illicite de migrants (TIM) et la traite des êtres humains (TEH).

La variété des thèmes traités par MIEUX en 2017 est un véritable catalogue des besoins les plus urgents rencontrés par les gouvernements qui cherchent à gérer efficacement les migrations et la mobilité en ce 21^e siècle. Elle démontre aussi toute la complexité des migrations et de sa hiérarchie d'intervenants.

Au niveau national comme régional, les activités mises en œuvre ont contribué à renforcer la compréhension des questions migratoires en donnant aux pays partenaires les outils et les compétences qui leur permettront, dans leur contexte propre, de réagir aux nouvelles situations, de relever les nouveaux défis et de saisir les possibilités d'innovation qui naissent de l'évolution des dynamiques migratoires.



8

Nouvelles demandes



64

Activités organisées



84

Experts déployés



40

Pays bénéficiaires



31

Afrique



6

Asie



6

VOIS. UE



21

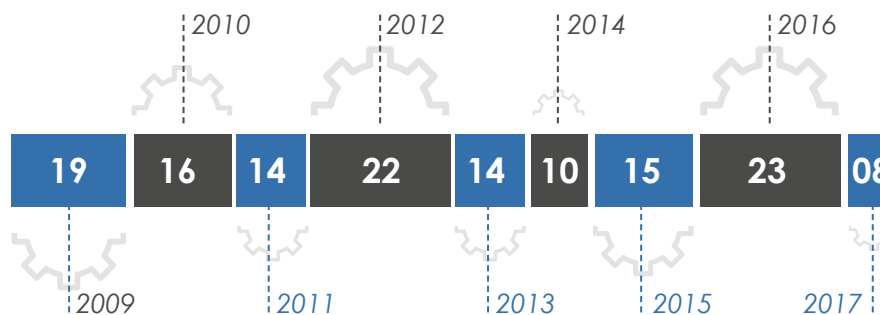
LAC

2017: 1794 participants dans les activités MIEUX



56% d'hommes 44% de femmes

Demandes reçues (2009-2017)



Thématiques des Actions en 2017

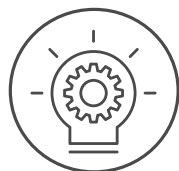
- Migration liée au travail à l'échelle internationale
- Gestion de l'immigration et intégration sociale au niveau local
- Migration et Développement
- Gestion de la qualité
- Campagnes de régularisation
- Stratégies de communication
- Engagement de la diaspora
- TEH et TIM
- Gestion des données sur les migrations
- Protection internationale, asile et aide aux mineurs non accompagnés
- Migration irrégulière et jeunesse
- Gestion des frontières maritimes
- Élaboration de politiques (nationales et sectorielles)
- Retour et réadmission

AFRIQUE ORIENTALE, CENTRALE ET AUSTRALE



Maurice

Politique de migration et développement de la République de Maurice et son Plan d'action



TEMPS FORTS DE 2017

ÉLABORATION DE POLITIQUES

AFRIQUE DE L'OUEST



Côte d'Ivoire

Stratégie Nationale Migration et Développement

Sierra Leone

Politique Migratoire Nationale

AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES



Costa Rica

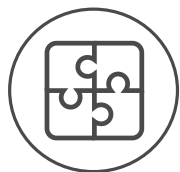
Plan National d'Intégration et Analyse du Contexte Migratoire du Costa Rica 2017

L'**élaboration de politiques migratoires** est un domaine classé dans la catégorie « interventions horizontales » qui représente **25% des interventions en 2017**. Ce domaine intéresse tout particulièrement les gouvernements africains, et notamment d'Afrique de l'Ouest. Dans cette sous-région, en 2017, MIEUX a accompagné la finalisation de deux stratégies nationales : en Côte d'Ivoire et en Sierra Leone.

L'élaboration de politiques migratoires est un élément transversal des interventions MIEUX qui consiste à fournir une assistance technique axée sur l'élaboration de documents politiques nationaux complets sur les migrations mais aussi de politiques migratoires « sectorielles ». Il s'agit d'un domaine dans lequel MIEUX enregistre de plus en plus de demandes. Depuis 2009, MIEUX a engrangé des connaissances et une expertise solides à ce sujet, appliquant dans ses Actions une méthodologie cohérente axée sur la formulation de politiques basées sur des preuves.

Diverses activités spécialement adaptées aux besoins des pays requérants sont disponibles : missions exploratoires, séances d'information, ateliers de rédaction, sessions de finalisation, etc.

Ces activités se déroulent selon des principes et des approches propres au travail d'élaboration de politiques, à savoir : l'appropriation locale, l'approche pangouvernementale garante de la cohérence politique horizontale et verticale à travers tous les secteurs publics et la consultation avec l'ensemble des parties prenantes afin de garantir la transparence, la viabilité et les résultats du processus.



M**I**migration + **EU**ropean Union + e**X**pertise

M**I**migration (pages 15-17)

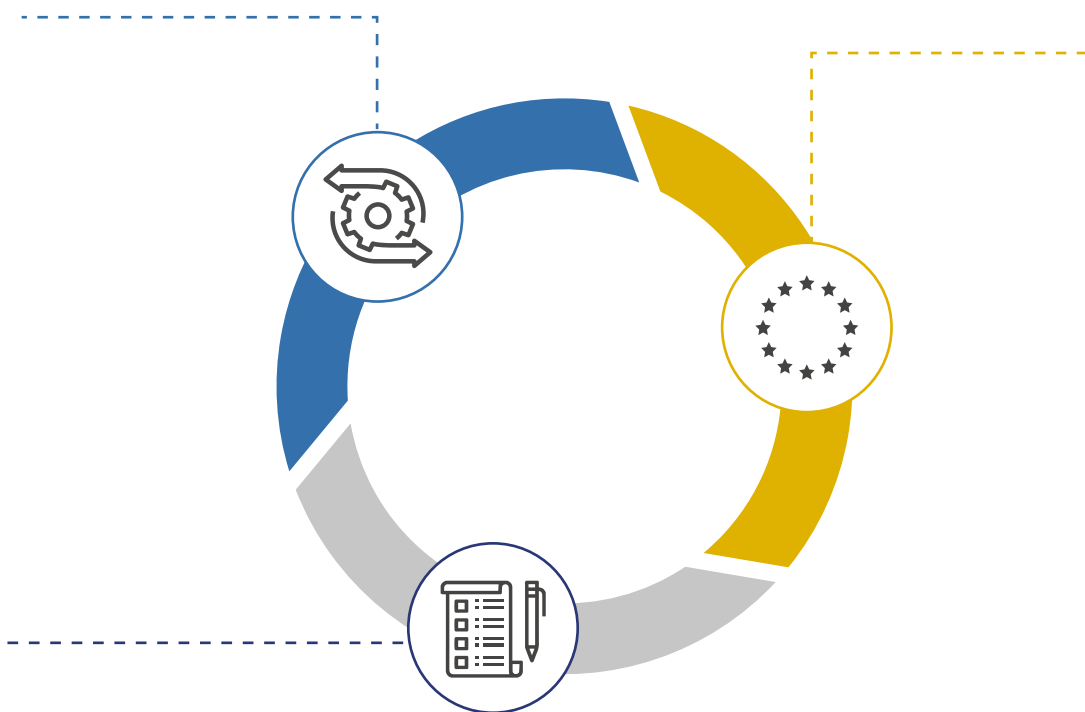
Les Actions MIEUX peuvent contribuer à améliorer la gestion des migrations partout dans le monde en donnant aux intervenants un arsenal de compétences, de connaissances et de pratiques concrètes sur toutes les facettes de la mobilité.

(En pratique : MIEUX soutient le développement national de Madagascar en mobilisant la diaspora malgache (pages 18-20))

e**X**pertise (pages 27 et 30)

MIEUX met à la disposition de centaines d'experts des migrations une plateforme où ils peuvent échanger avec leurs pairs du monde entier.

(En pratique : MIEUX construit des ponts entre les chercheurs et les praticiens (page 28-29))



EU (pages 21-23)

MIEUX a été conçu comme un mécanisme de promotion de la coopération entre l'UE et les pays partenaires, voulue par la Politique extérieure de l'UE en matière de migration, l'AGMM et le Nouveau consensus européen pour le développement.

(En pratique : MIEUX soutient la coopération européenne au Costa Rica (pages 24-26))



MIEUX C'EST... MIGRATION

Premier pilier de MIEUX

Face à la nécessité de gérer plus efficacement les migrations, la gouvernance migratoire est devenue une priorité mondiale mais, parce qu'elle implique une multitude d'acteurs de différents niveaux aux intérêts parfois divergents, elle exige une coordination et une coopération accrues entre toutes les parties concernées. Les négociations sur le Pacte Mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières (GCM) ont rappelé que la mise en place et le renforcement des capacités sont des méthodes³ qui aident les gouvernements à faire face aux nouvelles réalités dictées par la mobilité complexe, multidimensionnelle et dynamique qui caractérise le 21^e siècle.

En déployant des experts au profil adéquat et forts d'expériences professionnelles concrètes sur de nombreuses Actions dans une foule de pays et régions pour qu'ils partagent leur savoir et leur expertise, MIEUX favorise une vision commune des concepts et de la rhétorique migratoires aux niveaux national et régional tout en pointant les défis régionaux et sous-régionaux et en formulant des solutions conjointes.



GRANDS THÈMES EN 2017

Intégration des migrants

Cap-Vert IV
Costa Rica II
Mexique II

Traite des êtres humains et trafic illicite de migrants

Ghana III
IberRed
Jordanie III
Pérou III
Philippines II
Thaïlande II
Timor-Leste II

Migration et développement

Rép. Démocratique du Congo II
Kirghizistan II
Maurice II

MIEUX contribue donc de manière significative au renforcement des capacités des pays partenaires par divers moyens. En 2017, plusieurs méthodes ont ainsi été appliquées, notamment des missions exploratoires pour aider à la rédaction de programmes de formation, de lignes directrices ou de manuels ; des séances d'échange d'informations, de formation et de formation des formateurs (FdF).

Parce qu'elles font le lien entre la réalité du terrain et certains des grands débats de la scène internationale, les Actions et activités MIEUX contribuent à améliorer la gestion des migrations au niveau mondial en équipant tous les intervenants de compétences, de connaissances et de pratiques concrètes sur les multiples facettes de la mobilité.

Les temps forts de l'année 2017 inclus dans la prochaine page donnent une idée de la manière dont MIEUX peut contribuer à l'amélioration de la gestion des migrations à l'échelle mondiale.

TYPES D'ACTIVITÉS EN 2017



Création de manuels
et de guides



Missions et comptes-rendus
exploratoires



Formulation/évaluation de politiques/
stratégies



Séances d'échange d'informations



Visites d'étude



Soutien à l'élaboration
et à la révision de lois



Séances de formation/formation
des formateurs

AMÉLIORER LA GOUVERNANCE MIGRATOIRE PAR L'ÉLABORATION DE POLITIQUES

MIEUX a aidé plus d'un gouvernement à rédiger des politiques migratoires globales et sectorielles. Dans ce type de processus, les activités MIEUX ont toujours visé à soutenir le travail de recherche pour cerner les besoins de la population nationale, à promouvoir une approche pangouvernementale et à instaurer des mécanismes performants pour la mise en œuvre, l'évaluation et le suivi de chacune de ces politiques. L'Afrique est la région du monde avec la plus grande densité d'Actions MIEUX de ce type. Rien qu'en 2017, MIEUX a accompagné le parachèvement de la Stratégie nationale Migration et Développement en Côte d'Ivoire, la Politique et le Plan d'action Migration et Développement à Maurice ainsi que la Politique nationale de migration en Sierra Leone.

[Plus d'infos sur le travail d'élaboration de politiques en page 13](#)

INTÉGRER LES MIGRATIONS DANS LES PLANS NATIONAUX EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT

Ayant l'objectif 10.7 du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Faciliter la migration et la mobilité de façon ordonnée, sans danger, régulière et responsable, notamment par la mise en œuvre de politiques de migration planifiées et bien gérées) en point de mire, en 2017 MIEUX a aidé les gouvernements du Cap-Vert, de Côte d'Ivoire et de Maurice à aligner leurs politiques à leurs stratégies nationales pour le développement et aux engagements internationaux pris dans le cadre du Programme horizon 2030.

En 2017, MIEUX a également lancé une action à Madagascar⁴ pour aider la Direction de la diaspora du Ministère des Affaires étrangères à formuler une politique d'engagement de la diaspora inclusive et viable qui servira de cadre pour capter le potentiel de développement de la diaspora. Cette politique s'inscrit dans une stratégie nationale de développement plus large et facilitera la création de nouveaux canaux de communication et de nouvelles opportunités d'interaction avec la diaspora malgache qui, rien qu'en France, compte plus de 100 000 membres.

[Plus d'infos sur le soutien que MIEUX peut apporter aux plans nationaux de développement via l'engagement de la diaspora en pages 18-20](#)

RENFORCER LA COHÉSION SOCIALE DANS LES SOCIÉTÉS MULTICULTURELLES

En 2017, MIEUX a aidé la Direction pour l'Intégration et le Développement humain (DIDH) de la Direction générale des migrations et des étrangers (DGME) du gouvernement costaricain à concevoir son second Plan national d'intégration (PNI) 2018-2022. Depuis peu, le Costa Rica connaît une recrudescence dans l'afflux de migrants et de demandeurs d'asile et avait besoin d'une politique exhaustive capable de préserver les droits humains tout en créant un environnement inclusif et des perspectives pour les nouveaux arrivants. Le PNI couvre cinq dimensions essentielles de l'intégration : accès à la santé, accès à l'éducation, insertion professionnelle, vulnérabilité, racisme et xénophobie.

[Le Chef de la DUE au Costa Rica vous en dit plus sur le PNI en pages 24-26](#)

CONSOLIDER LA COOPÉRATION OPÉRATIONNELLE EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS ET LE TRAFIC ILLICITE DE MIGRANTS

En Asie, MIEUX a aidé l'Agence philippines pour l'emploi outre-mer (POEA) à éditer un manuel sur les enquêtes et les poursuites à l'encontre des faits de recrutement illégal et de recrutement illégal associé à la TEH qui va permettre de renforcer la coopération, la coordination et le partenariat inter-agences aux niveaux national et local.

Dans la région Amérique latine et caraïbes, MIEUX, en partenariat avec l'AECID (Agence internationale de coopération au développement espagnole) et GLO. ACT (Action mondiale contre la traite et le trafic de migrants de l'ONUDDC (2015-2019)), a aidé le réseau ibéro-américain des procureurs publics spécialistes de la traite (IberRed) à intégrer le TIM dans un protocole de coopération régionale visant à mieux identifier, instruire et poursuivre les faits de TEH et de TIM et qui sera mis en vigueur dans les 22 pays qui composent la Communauté ibéro-américaine des nations.

[Plus d'infos sur les Actions de MIEUX dans ces régions en 2017 en pages 31-34](#)



« Notre objectif est celui de permettre à notre diaspora de participer au développement de Madagascar »

Lanto Rahajarizafy, Directrice en charge de la diaspora au Ministère des Affaires étrangères de la République de Madagascar, est le point focal de l'action MIEUX 2017-03 à Madagascar⁵ dont l'objectif est celui d'aider le gouvernement à formuler une stratégie d'engagement de la diaspora exhaustive, inclusive et durable.

EN PRATIQUE: MIEUX SOUTIENT LE DÉVELOPPEMENT NATIONAL DE MADAGASCAR PAR L'ENGAGEMENT DE LA DIASPORA

QU'EST-CE QUI A POUSSÉ MADAGASCAR À FORMULER UNE STRATÉGIE POUR LA DIASPORA ?

Ce processus a commencé avec la fin de la crise politique et l'arrivée au pouvoir du nouveau président qui a toujours insisté pour que les Malgaches, soient-ils au Madagascar ou à l'étranger, participent pleinement à la reconstruction et au développement du pays.

Cette prise de conscience a été concrétisée par la mise en place d'une Direction de la Diaspora au Ministère des Affaires étrangères.

L'objectif était de faire participer la diaspora au développement du Madagascar. C'est ainsi par la mise en œuvre d'une diplomatie économique et la mobilisation de la diaspora à travers nos ambassades, et enfin la mise en place d'une politique pour faciliter cette participation de la diaspora, que nous sommes en train de poursuivre cet objectif.

Le saviez-vous...



14

Stratégies
d'engagement
de la diaspora et
de migration et
développement ont
bénéficié du soutien
MIEUX

QUEL EST L'OBJECTIF DE CETTE STRATÉGIE ? COMMENT CETTE STRATÉGIE PERMETTRA DE CRÉER DES MEILLEURES SYNERGIES AVEC VOS PARTENAIRES (ÉMIGRÉS, ASSOCIATIONS DE LA DIASPORA, ONG, SECTEUR PRIVÉ, UNIVERSITÉ ET CENTRES DE RECHERCHE, ORGANISATIONS INTERNATIONALES, ETC.) ?

Actuellement, nous avons l'objectif de faire participer la diaspora au développement du Madagascar. L'objectif principal de cette stratégie est donc de favoriser cette participation de la diaspora au développement économique et social de notre pays, que ce soit à travers le transfert de fonds, l'investissement ou la promotion du Madagascar à l'extérieur. En matière de synergies, déjà dans l'élaboration de cette stratégie, nous avons opté pour une approche participative et cette stratégie implique tous les acteurs du développement : le secteur public, le secteur privé et surtout la diaspora. Il y aura des consultations au niveau national et de la diaspora à l'étranger. Les actions impliqueront toutes les parties qui ont conscience de l'enjeu et de la potentialité de la diaspora malgache. Par exemple, au mois d'octobre 2017 nous avons organisé un forum de la diaspora à Antananarivo et nous avons pu compter sur l'appui et sur la participation active du secteur privé, de la société civile et de tous les acteurs. Cela montre donc l'intérêt de ces acteurs quant à la participation de la diaspora au développement. Nous espérons que ça se renforcera après la mise en place des différentes mesures incitatives qui seront adressées à la diaspora mais qui toucheront également les différents acteurs au Madagascar. Nous espérons aussi que les organisations internationales et nos partenaires financiers appuieront comme toujours cette stratégie, considérant qu'elle se lie aux objectifs pour le développement durables en tant que partie intégrante de la politique de développement du Madagascar.

POURQUOI, PARMIS TOUTES LES INITIATIVES EXISTANTES, AVEZ-VOUS DÉCIDÉ DE FAIRE APPEL À MIEUX ? A VOTRE AVIS, QUEL EST SA VALEUR AJOUTÉE PAR RAPPORT À D'AUTRES INITIATIVES SIMILAIRES ? COMMENT PENSEZ-VOUS QUE MIEUX POURRA VOUS AIDER À ATTEINDRE VOS OBJECTIFS ?

Nous avons eu connaissance de MIEUX à travers le Ministère des Affaires étrangères français. J'étais en France et je discutais avec un collègue français de la volonté du Madagascar de mettre en place une politique nationale pour l'engagement de la diaspora. C'est alors qu'il m'a parlé de cette initiative et de son importance. Quand nous avons regardé les documents que l'on nous avait donnés, on s'est rendu compte que cette initiative aurait pu nous aider dans l'élaboration de cette politique. C'est une politique publique que le Madagascar n'a jamais eu et nous n'avons pas d'expérience à ce propos. Même la mise en place de la direction c'était une nouveauté. En effet, c'est la première fois que le Madagascar met en place une politique pour la diaspora et c'était donc une belle opportunité. Nous travaillons aussi avec d'autres organisations mais pas sur des questions de migration. C'est ceci qui nous a décidé à nous tourner vers MIEUX. De plus, nous avons vu la politique développée par le Burundi, élaboré aussi grâce à l'appui de MIEUX. Ceci nous a donc conforté dans notre décision de solliciter l'appui de cette initiative. Nous espérons que MIEUX nous apportera son expertise et son expérience concernant ce domaine particulier de la migration et du développement.

Le saviez-vous...



100%

Des autorités partenaires qualifiant leur expérience globale avec MIEUX de « bonne » ou « excellente » (2017)



>85%

Des participants aux activités de renforcement des capacités MIEUX se disent « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec le fait que l'activité a amélioré leurs compétences professionnelles et influencera leur manière de travailler.

COMMENT VOYEZ-VOUS LE CROISEMENT ENTRE CETTE STRATÉGIE QUI CIBLE LES ÉMIGRÉS DU MADAGASCAR ET VOS POLITIQUES DE DÉVELOPPEMENT ? LA STRATÉGIE, COMMENT DEVRAIT-ELLE CONTRIBUER AUX EFFORTS DU MADAGASCAR EN FAVEUR DES OBJECTIFS GLOBAUX DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ?

Nous avons une politique nationale de développement, quinquennal et qui doit normalement se terminer en 2019. Après les prochaines élections cette politique sera redéfinie. Toutefois, déjà dans la politique actuelle de développement, l'accent a été mis sur l'appui de la diplomatie économique à travers la mobilisation des ressources qui sont à l'extérieur, qu'elles soient dans le développement agricole, dans le développement industriel ou dans le développement social. Cette stratégie sera surtout axée sur la participation de la diaspora en matière de développement économique et social, d'investissement et de développement local. Elle se liera donc à la mise en œuvre de cette politique nationale de développement et visera donc à y faire participer la diaspora. Dans les ODD il y a un volet sur les migrations qui nous intéresse fortement. Pour le moment nous n'avons pas encore eu de crises de migrations massives comme d'autres pays. Nous voudrions donc surtout maximiser les effets positifs de la migration par l'implication des ressortissants à l'étranger quant à la mise en œuvre de la politique nationale de développement du Madagascar.

COMMENT VOYEZ-VOUS CETTE ACTION DANS LE CONTEXTE DE LA COOPÉRATION ENTRE LE MADAGASCAR ET L'UE ?

La coopération entre le Madagascar et l'UE a été fructueuse mais a été axée jusqu'à présent surtout sur le développement des infrastructures. C'est donc la première fois que l'UE nous appuie dans le domaine de la migration et ceci va nous aider grandement dans le cadre du Pacte Mondial et de sa mise en œuvre. Aussi, nous espérons que tout cela va nous aider à établir une politique nationale pour la migration qui n'existe pas pour le moment. J'espère donc que cette coopération constituera une étape vers l'élaboration de la politique malgache pour la migration et que l'UE continuera à nous appuyer dans ce sens-là.

DANS QUEL SENS CETTE ACTION POURRAIT ÊTRE MENTIONNÉE COMME UNE BONNE PRATIQUE DANS LE CADRE DES DISCUSSIONS ACTUELLES SUR UNE MEILLEURE GOUVERNANCE DES MIGRATIONS AU NIVEAU MONDIAL ?

Cette Action nous aide fortement dans une meilleure gestion de la migration, à laquelle nous n'avons pas du tout pensé auparavant. Récemment nous avons pris conscience de l'importance de la migration pour notre développement. C'est pour cela que nous voulons mettre en place cette stratégie. J'espère que cette Action nous aidera. Elle nous a déjà aidé à acquérir une meilleure connaissance de nos ressortissants à l'extérieur, de leur potentiel et tout ceci nous aidera également dans l'adoption, prochainement j'espère, d'une politique nationale qui touchera non seulement nos ressortissants mais aussi la gestion de la migration et des migrants dans leurs ensembles. Nous avons aussi des problèmes de migration interne, surtout à cause des changements climatiques, dont nous devons tenir compte dans nos politiques.



MIEUX C'EST... UNION EUROPÉENNE

DEUXIÈME PILIER DE MIEUX

L'initiative MIEUX a été conçue comme un mécanisme de coopération entre l'UE et les pays partenaires. De ce fait, MIEUX suit les principes de l'AGMM, qui constitue « le cadre général de la politique migratoire extérieure de l'UE ; elle devrait s'appuyer sur un véritable partenariat avec les pays tiers et aborder toutes les questions liées à la mobilité d'une façon globale et équilibrée ». ⁶

Comme le veut l'AGMM, MIEUX aspire à couvrir quatre piliers d'importance égale dans l'assistance technique déployée dans les pays partenaires dans le domaine des migrations :



1

Organisation et facilitation de l'immigration légale et de la mobilité. Exemples : l'Action Tadjikistan III⁷ vise à appuyer le renforcement des capacités du gouvernement tadjik pour une bonne gestion de l'émigration liée au travail. Pour sa part, l'Action Biélorussie⁸ en cours a pour but d'aider les autorités à mieux gérer la migration liée au travail, notamment le cadre juridique pour la mobilité légale. Elle soutient aussi la mise en œuvre du Partenariat pour la mobilité entre l'UE et la Biélorussie⁹ destiné à garantir une meilleure gestion des flux migratoires entre l'UE et la Biélorussie.



2

Prévention et réduction de l'immigration clandestine et la TEH. Exemples : l'Action Niger III¹⁰ en cours soutient le renforcement des capacités des autorités et des OSC nigériennes pour mieux gérer les migrations chez les jeunes, notamment en les sensibilisant davantage aux dangers liées à la migration irrégulière. L'Action IberRed¹¹ de 2017 visait à promouvoir la coopération au sein du réseau ibéro-américain des procureurs publics spécialistes de la traite (IberRed) pour lutter contre la TEH et le TIM.



3

Promotion de la protection internationale et renforcement de la dimension extérieure de la politique d'asile. Ici, l'Action Mexique II¹² soutient le renforcement des capacités dans le domaine de la protection internationale et de l'intégration des immigrants, y compris les réfugiés et les retournés.



4

Maximisation de l'impact des migrations et de la mobilité sur le développement. À Madagascar, MIEUX met actuellement en œuvre une Action destinée à soutenir les efforts des autorités malgaches dans l'élaboration d'une politique nationale d'engagement de la diaspora.



APPROCHE GLOBALE DE LA QUESTION DES MIGRATIONS ET DE LA MOBILITÉ

MIEUX est actif dans les quatre piliers de l'AGMM depuis 2011

1

MIGRATION LÉGALE ET MOBILITÉ

2

IMMIGRATION IRRÉGULIÈRE ET TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

3

PROTECTION INTERNATIONALE

4

MIGRATION ET DÉVELOPPEMENT

Dans l'aide qu'elle apporte aux pays partenaires pour la conception de politiques et le renforcement des capacités dans tous les domaines des migrations, l'initiative MIEUX s'attache à promouvoir une approche centrée sur les migrants ainsi que la création et la consolidation de systèmes de gestion migratoire attentifs aux standards internationaux, en particulier concernant les droits humains.

L'Action Costa Rica III,¹³ lancée fin 2017, va dans ce sens. Son objectif est de renforcer les capacités des autorités nationales dans la gestion de situations migratoires d'urgence ou de nature humanitaire, en particulier lorsqu'elles impliquent des migrants en situation de vulnérabilité.

L'Action prévoit la révision du Protocole de l'équipe en charge des situations migratoires particulières (ESME) conformément aux standards nationaux, régionaux et internationaux sur les droits humains. À travers cette Action, MIEUX met en avant la valeur ajoutée de l'expertise des EM UE mais aussi le côté novateur des outils imaginés au niveau européen et la pertinence de l'approche européenne de la gouvernance migratoire. Dans le même ordre d'idées, l'Action Mexico II¹⁴ a diffusé, en l'adaptant au contexte mexicain, le matériel didactique du Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) sur les techniques d'entretien dans le cadre des demandes d'asile.

En outre, MIEUX agit en synergie avec d'autres outils majeurs de l'UE dans le domaine des migrations comme le Programme commun pour les migrations et la mobilité (PCMM) entre l'UE et le Nigeria¹⁵ qui entend promouvoir une meilleure gestion des flux migratoires de toute nature entre le Nigeria et l'UE tout en garantissant les droits humains des migrants. MIEUX met en œuvre actuellement deux Actions au Nigeria. La première¹⁶ vise à améliorer les capacités d'accès, de collecte et d'analyse de données fiables sur la migration liée au travail par les autorités nationales pour qu'elles puissent mettre en place et en œuvre des mesures de gestion adéquates. L'objectif de la seconde¹⁷ est de renforcer les capacités nationales en matière de gestion des frontières et de lutte contre la migration irrégulière, en particulier au niveau des frontières maritimes et du travail d'enquête et de poursuites.



NOUVEAU CONSENSUS EUROPÉEN POUR LE DÉVELOPPEMENT

Lancé en juin 2017, le Consensus est une vision collective et un cadre d'action pour la coopération au développement de l'UE et de ses États membres, qui aligne la politique de développement de l'UE sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies.

Les migrations et la mobilité sont des composantes transversales traitées par divers instruments de l'UE comme le Nouveau cadre de partenariat et le Plan d'action de La Valette. Un soutien aux actions internationales comme le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et le Pacte mondial pour les réfugiés est formulé dans le Consensus européen pour le développement.

À travers sa gamme d'Actions riche et variée, MIEUX a cherché à exploiter au maximum le potentiel d'efficacité que le renforcement des capacités peut apporter en tant que forme d'assistance pour améliorer la gestion des migrations et atteindre les ODD mais aussi combattre les revers des migrations que sont la migration irrégulière, la TEH et les violations des droits humains qui y sont associées. MIEUX a parfaitement saisi la nature transversale des migrations à la fois dans son approche du sujet qui englobe un grand nombre de thématiques et de domaines de compétence pour une multitude d'acteurs à différents niveaux mais aussi dans le soutien aux efforts des pays partenaires « pour faciliter la migration et la mobilité des personnes de façon sûre, ordonnée, régulière et responsable, notamment par la mise en œuvre de politiques migratoires planifiées et bien gérées ».¹⁸

Parmi les réalisations de 2017, la première Politique nationale de migration du Sierra Leone,¹⁹ appelée à devenir la pierre angulaire d'une gouvernance migratoire renforcée au niveau national, a été finalisée et présentée, avec l'appui de MIEUX, à ses acteurs clés en octobre 2017. Autre exemple : l'Action MIEUX à Maurice²⁰ a facilité la formulation d'une stratégie nationale migration et développement qui devrait permettre de maximiser la participation des communautés émigrantes mauriciennes dans le développement de leur pays d'origine. À travers ces deux Actions, comme dans beaucoup d'autres, l'initiative MIEUX a contribué à la réalisation de certains des objectifs clés du Nouveau consensus européen pour le développement.



« Grâce à MIEUX, nous avons pu appuyer nos interventions et rencontrer les besoins spécifiques exprimés par le pays partenaire »

Pelayo Castro Zuzuarregui est ambassadeur résident et Chef de la DUE au Costa Rica depuis septembre 2015, le premier à assumer ses fonctions depuis l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne. Tout au long de l'année 2017, il a suivi de près l'Action MIEUX Costa Rica²¹ qui soutient le gouvernement costaricain pour la formulation de la seconde phase du Plan national d'intégration. Il a accompagné chaque étape de l'intervention et aidé à maintenir le dialogue avec les autorités locales.

EN PRATIQUE: MIEUX SOUTIENT LA COOPÉRATION EUROPÉENNE AU COSTA RICA

MONDIALEMENT PARLANT, EN QUOI MIEUX A CONTRIBUÉ OU PEUT CONTRIBUER À ÉPAULER LA MISSION DE LA DUE AU COSTA RICA²² ?

Avant de parler de MIEUX et de son importance, je vous invite à prendre un peu de recul et à voir les choses dans leur ensemble. Il est nécessaire que l'UE, comme a déclaré le Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité Federica Mogherini, cesse de gérer les migrations « en mode crise », un modèle qui pousse à opter pour des solutions provisoires, à penser à court terme, à agir dans l'urgence et à prendre des mesures exceptionnelles. Cette approche est intenable dans un monde peuplé de sept milliards d'individus où les déséquilibres démographiques et les inégalités sont vertigineux et ne cessent de se creuser sous l'effet du changement climatique. Bâtir un nouveau système responsable pour la mobilité humaine, fondé sur la coopération, à l'intérieur et au-delà de ses frontières, c'est là qu'est la mission de l'UE. C'est là que l'on peut apprécier toute l'importance d'un dispositif comme MIEUX, un programme qui pour moi occupe une place clé dans la stratégie globale de l'UE.

Concrètement, MIEUX nous aide à promouvoir quatre des valeurs fondamentales que nous défendons dans cette délégation. Premièrement, parce que le projet nous a permis de travailler [avec le gouvernement costaricain] sur un mode associatif et collaboratif, un trait caractéristique de l'identité européenne. Deuxièmement, parce que MIEUX accroît la résilience sociale en Europe comme dans les pays partenaires ; les sociétés sont mieux préparées au changement, y compris aux migrations. Troisièmement, parce que l'UE et cette délégation défendent une approche intégrée dans tous les domaines d'action, conformément aux prescriptions du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des ODD dont les migrations sont un élément clé. Enfin, parce que MIEUX promeut et soutient les programmes régionaux tels que le programme UE-CELAC ou le GCM de l'ONU, un cadre général que la Délégation, MIEUX et nos partenaires costaricains mettons en œuvre concrètement sur le terrain.

Avant tout, MIEUX met son expertise à notre service en apportant des capacités, des connaissances et une assistance technique qui nous permettent d'engager le dialogue et de mettre en œuvre des projets avec le gouvernement du Costa Rica. Nous avons déjà travaillé sur des projets dans le domaine des migrations dans le cadre de l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'Homme, notamment avec les femmes dans les régions frontalières. Grâce à MIEUX, nous avons pu compléter ces interventions et répondre aux besoins spécifiques émis par l'État partenaire.

LE GOUVERNEMENT DU COSTA RICA A FAIT CONFIANCE À MIEUX POUR L'AIDER À FORMULER SES DEUX PREMIERS PLANS NATIONAUX D'INTÉGRATION. POUVEZ-VOUS EXPLIQUER EN QUOI CE TYPE DE COOPÉRATION RÉPOND AUX OBJECTIFS PRIORITAIRES DE LA COOPÉRATION UE-LAC DANS LE DOMAINE DES MIGRATIONS ?

Les deux Actions MIEUX en faveur du PNI du Costa Rica²³ (2013-2017 et 2018-2022, respectivement) sont parfaitement en ligne avec les objectifs stratégiques du Plan d'action UE-CELAC,²⁴ et avec les objectifs stratégiques de l'UE en général où les migrations figurent en tant que thématique transversale dans tous les axes de la coopération internationale. Pour le prouver, prenons trois exemples. L'une des activités menées dans le cadre de la dernière Action MIEUX a été de confier à la Fundación GESO la rédaction d'une Analyse du contexte migratoire du Costa Rica,²⁵ une première.

Cette activité répond à l'objectif du Plan d'action UE-CELAC de développer les connaissances des flux migratoires entre les deux régions et de leurs caractéristiques. Deuxième exemple : le Plan souligne la nécessité de maximiser l'impact positif des migrations et de la mobilité sur le développement. Or, le PNI est à la fois un moyen concret de rencontrer cet objectif et une forme de réponse qui dépasse le « mode gestion de crise ». Enfin, l'UE et le Costa Rica se sont engagés au niveau régional à concevoir des politiques migratoires en suivant une approche fondée sur les droits humains. La Direction Générale des migrations et des étrangers a reconnu les migrations à la fois comme un droit humain mais aussi comme l'un des facteurs sociaux porteurs de développement pour le pays. Le PNI est une façon de concrétiser cette approche et le fait que la DUE ait pu se joindre à cet effort est d'une importance capitale.

LA DÉLÉGATION DE L'UE A RÉCEMMENT ORGANISÉ AU COSTA RICA UNE RENCONTRE ENTRE CHERCHEURS ET FONCTIONNAIRES POUR ÉVOQUER LE FUTUR DES RELATIONS BILATÉRALES UE-LAC. LA MIGRATION FIGURAIT-ELLE PARMIS LES THÈMES ABORDÉS ET, SI OUI, POUVEZ-VOUS NOUS EN DIRE UN PEU PLUS ?

Avec nos partenaires européens et des pays LAC, nous avons préparé le texte d'une future Communication qui encadrera les relations bilatérales. Les migrations ont été au cœur des discussions, principalement sur deux points.

Tout d'abord, le texte réitère la nécessité impérieuse de conserver une approche fondée sur les droits humains pour deux raisons : primo, l'UE doit être un exemple pour le reste du monde en matière de réponse aux enjeux migratoires et, secundo, cette approche est d'une importance capitale pour la coopération entre l'UE et la CELAC. Deuxièmement, tous les acteurs doivent être conscients du fait que chaque pays exige une approche sur mesure, adaptée à ses besoins et aux contextes dans lesquels il évolue. Le profil migratoire du Costa Rica est en fait très différent de celui d'autres pays d'Amérique latine puisqu'il est celui qui abrite le plus de migrants (en pourcentage de la population).

AUJOURD'HUI, LA LISTE DES ACTEURS IMPLIQUÉS DANS LES MIGRATIONS ET LA COOPÉRATION S'EST ALLONGÉE DE FAÇON SPECTACULAIRE. DANS CE PAYSAGE MULTI-ACTEURS, QUEL EST LE RÔLE DES DISPOSITIFS D'ASSISTANCE TECHNIQUE TELS QUE MIEUX ?

Les interventions MIEUX nous ont apporté des connaissances, des bonnes pratiques et des méthodes de travail européennes ; ce qui nous a permis d'identifier le type de valeur ajoutée que nous pouvions apporter au travail de formulation d'une politique publique au Costa Rica. Il ne s'agit absolument pas d'imposer nos modèles ou de « donner des leçons ». Il s'agit de partager nos expériences pour apprendre ensemble comment renforcer notre coopération.

L'Action MIEUX [en 2017] a réuni un grand nombre d'acteurs, depuis la Direction Générale des migrations et des étrangers jusqu'aux intervenants du Fonds social [costaricain] pour les migrations et beaucoup d'autres. Il faut signaler à ce propos le rôle majeur confié à la société civile dans le travail de recherche et de rédaction de l'Analyse du contexte migratoire du Costa Rica. En résumé, cette Action a été une formidable occasion d'approfondir notre connaissance du contexte migratoire national actuel et de renforcer nos relations avec nos partenaires costaricains. Les interventions d'assistance technique nous ont permis de dépasser le cadre des relations opérationnelles habituelles avec les agents gouvernementaux et nos autres partenaires.

Personnellement, j'estime capital que l'Action nous ait permis de construire un dialogue structuré avec le Conseil national des migrations, l'organe officiel en charge du suivi du PNI, qui s'est montré très accueillant et nous a immédiatement reçu. C'est en cela que réside l'importance de la coopération technique : le processus compte autant que le résultat final.

L'UE ET LE COSTA RICA (PAR RAPPORT À D'AUTRES PAYS DE LA RÉGION) ONT UNE GRANDE EXPÉRIENCE EN MATIÈRE D'INTÉGRATION DES MIGRANTS ET DES RÉFUGIÉS. QUE PEUVENT-ILS APPRENDRE L'UN DE L'AUTRE ?

Il y a sans conteste des possibilités. L'un des points forts du Costa Rica serait par exemple l'existence du Fond social pour les migrations, une entité juridique, établie par la loi,²⁶ dotée d'une source de financement stable consacrée dans un article de la Loi sur les migrations de sorte qu'il dispose d'une ligne budgétaire permanente. C'est un élément important parce que toutes les institutions du pays comptent sur la disponibilité de ces fonds. D'un autre côté, [la visite d'étude organisée en Espagne] a été très utile pour faire prendre conscience aux Costa Ricains du rôle que peuvent jouer les différents niveaux de pouvoirs publics et les acteurs locaux par le biais d'un cas d'étude à Barcelone, une grande ville où la municipalité pratique une gestion parfaitement en ligne avec la politique nationale espagnole d'intégration. Je pense que cette visite a été cruciale parce qu'au Costa Rica la présence institutionnelle aux niveaux régional et municipal est assez faible. Or, c'est dans les villes que les défis posés par les migrations sont les plus perceptibles.



MIEUX C'EST... EXPERTISE

Troisième pilier de MIEUX

MIEUX mobilise des centaines d'experts, qui vont mettre leur expertise au service d'équipes mixtes et échanger leurs connaissances avec leurs pairs du monde entier. Ils sont véritablement l'armature de chaque activité de renforcement de capacités mise en place par MIEUX. L'expertise vient principalement des administrations publiques des EM UE. Mais depuis 2016, MIEUX applique une démarche concertée pour diversifier sa réserve de candidats afin de répondre aux nouveaux besoins en faisant appel à des profils plus spécialisés en fonction des thématiques propres à chaque Action.

Résultat de cette démarche : le nombre d'experts issus du monde universitaire, des OSC et du secteur privé a augmenté de façon radicale ces deux dernières années. D'autant que MIEUX, fidèle à ses principes d'appropriation et d'esprit de collaboration, a recruté un nombre croissant d'experts des administrations publiques des pays du Sud qui possèdent une plus grande maîtrise du contexte migratoire et géographique rencontré par les autorités des pays partenaires.

À ce jour, le MGE a mobilisé près de 400 experts des migrations depuis 2009 dans des activités de partage des connaissances.

► Tournez la page et lisez le récit personnel de Tanja van Veldhuizen, chercheuse postdoctorale au Centre Montaigne pour l'Administration Judiciaire et la Résolution des Conflits de l'Université d'Utrecht, et découvrez comment un dispositif d'échange de savoirs comme MIEUX peut contribuer à jeter des ponts entre les universitaires et les décideurs politiques.

► Jetez un œil à quelques statistiques de 2017 en page 30.

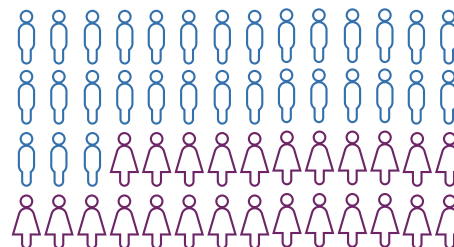
Le saviez-vous ?



94,7%

des experts se disent « d'accord » ou « tout à fait d'accord » sur le fait que l'approche entre pairs et l'échange de connaissances avec d'autres états (non)membres de l'UE leur ont été bénéfiques

2017 en bref > 84 experts



56% d'hommes **44% de femmes**



« Je pense que l'échange de connaissances entre la science et la pratique a une valeur inestimable dans la recherche de solutions optimales aux défis d'aujourd'hui »

Tanja van Veldhuizen est chercheuse postdoctorale au Centre Montaigne pour l'Administration Judiciaire et la Résolution des Conflits de l'Université d'Utrecht. Elle a consacré sa thèse de doctorat intitulée « D'où viens-je et comment suis-je arrivé ici : évaluer la crédibilité des demandes d'asile » (traduction libre) à l'évaluation de crédibilité dans le cadre de la procédure d'asile européenne. En tant qu'experte, elle a participé à un « Atelier sur l'analyse des preuves et la prise de décisions, en particulier en matière de demandes d'asile », Activité 4 de l'Action MIEUX 2016-01²⁷ qui visait à renforcer les capacités des autorités mexicaines et de leurs partenaires à mieux gérer les migrations.

EN PRATIQUE: MIEUX JETTE DES PONTS ENTRE LES UNIVERSITAIRES ET LES PRATICIENS

DANS VOTRE FORMULAIRE D'ÉVALUATION D'APRÈS-MISSION, VOUS AVEZ INDIQUÉ QUE, DANS VOTRE PROFESSION, LA SCIENCE NE SE LIMITE PAS À ACCUMULER DES CONNAISSANCES MAIS AUSSI À LES TRANSFÉRER. POUVEZ-VOUS EXPLIQUER AU PUBLIC MIEUX EN QUOI LA MISSION À LAQUELLE VOUS AVEZ PARTICIPÉ VOUS AIDERA À ATTEINDRE CET OBJECTIF PROFESSIONNEL ?

Transposer les résultats scientifiques en recommandations pratiques est un enjeu majeur pour les universitaires qui travaillent dans une branche de la recherche appliquée, comme les évaluations de crédibilité dans le cadre de la procédure d'asile.

Pour dire les choses autrement, nous voulons tous faire en sorte que les pratiques soient davantage fondées sur des faits. Or, les recommandations restent la plupart du temps abstraites car formulées comme un résultat souhaité ou une vision idéale à atteindre. Prendre part à cette mission MIEUX m'a encouragé à fractionner ces recommandations en plus petites étapes et en outils de formation

concrets et donc à réfléchir au chemin à parcourir pour atteindre cette pratique idéale.

Pour instiller le changement, il ne suffit pas simplement de partager les connaissances avec les praticiens. Il faut, au contraire, traduire ce savoir en exercices pratiques pour accroître le niveau de compétences des praticiens et s'assurer ainsi qu'ils sont en mesure de transposer les connaissances scientifiques sur le terrain. De plus, échanger avec les praticiens est un moyen de se « confronter à la réalité », une excellente manière de tester la faisabilité de sa vision idéale dans des contextes réels.

POUR CETTE MISSION, VOUS AVEZ FAIT ÉQUIPE AVEC UN EXPERT CERTIFIÉ PAR L'EASO. LA COMPLÉMENTARITÉ DE VOS PROFILS A SANS NUL DOUTE ÉTÉ UN ATOUT POUR MIEUX. POUVEZ-VOUS NOUS DIRE BRIÈVEMENT COMMENT VOUS AVEZ VÉCU CETTE EXPÉRIENCE DE TRAVAIL AUX CÔTÉS D'EXPERTS DE LA MIGRATION ET QUELS SONT, SELON VOUS, LES AVANTAGES D'UNE TELLE APPROCHE ?

Travailler avec un professionnel qui avait une grande expérience de terrain et de formateur a été à la fois intéressant, motivant et enrichissant à plusieurs niveaux. L'un des grands points positifs c'est que nous avons tous deux des expertises distinctes : moi, mes connaissances de l'idéal en matière de techniques d'entretien et de prise de décision du point de vue psychologique, mon co-expert sa maîtrise du terrain et des aspects juridiques. Je pense que cette complémentarité nous a permis de délivrer une formation polyvalente qui a aussi ouvert la porte à un débat approfondi et nuancé sur toutes les facettes de l'évaluation des faits en matière d'asile. Nos angles de vue différents ont parfois donné lieu à des désaccords sur certains détails qui, à leur tour, ont donné aux participants à l'atelier l'occasion de réfléchir et de formuler, de manière critique, leur propre position sur ces sujets. Dans un contexte comme celui des évaluations de crédibilité où règne l'incertitude et où les intervenants savent pertinemment que statuer avec justesse sur chaque cas est impossible, il est primordial d'installer ce climat d'ouverture et de réflexion critique afin de garantir l'évolution et l'amélioration continues du processus décisionnel.

DE VOTRE POINT DE VUE D'UNIVERSITAIRE, COMMENT POURRAIT-ON AMENER LES PRATICIENS ET LES CHERCHEURS DE LA MIGRATION À SE RENCONTRER ET À PARTAGER LEUR EXPERTISE ?

Les migrations sont l'un des enjeux les plus urgents dans le monde (occidental) moderne. Je pense que l'échange de savoirs entre la science et la pratique a une valeur inestimable dans la recherche de solutions optimales aux enjeux d'aujourd'hui. Organiser une conférence annuelle rassemblant un large éventail de praticiens (travailleurs sociaux, fonctionnaires en charge de l'asile, juges et représentants légaux), des scientifiques des diverses disciplines concernées par les migrations, des décideurs politiques et des ONG serait un premier pas dans cette direction. L'échange de connaissances entre la science et la pratique devrait être l'objectif principal de cette conférence. Les praticiens devraient pouvoir en retirer de nouveaux savoirs et des outils pratiques tandis que de leur côté les scientifiques pourraient ajuster leurs recherches aux réalités du terrain. Les scientifiques pourraient par exemple commencer par présenter leurs derniers travaux mais l'idéal serait d'organiser aussi des discussions en petits groupes autour de thématiques ou de défis spécifiques au cœur du quotidien des praticiens. Avec un peu de chance, cette réunion annuelle pourrait stimuler ce type de dialogue.

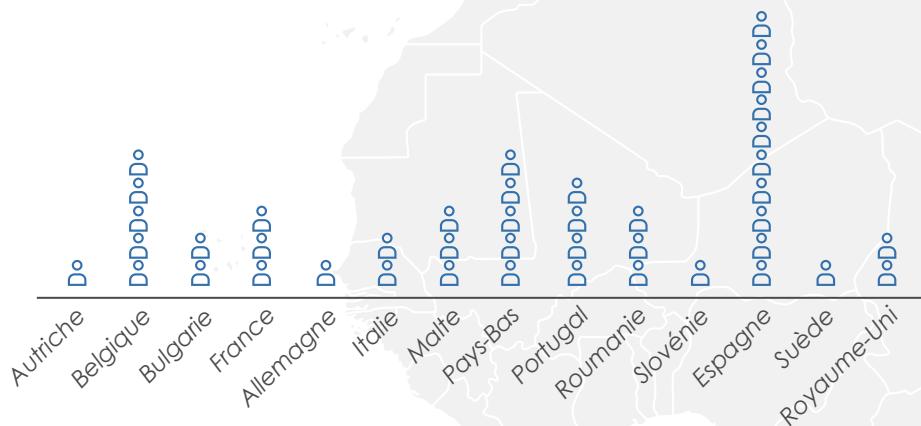


STATISTIQUES : MÉCANISME DE GESTION DES EXPERTS



43 Experts des administrations des EM UE déployés 2017

29 experts avec d'autres profils



63%

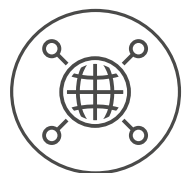
d'experts européens
(30% d'universitaires, 35% des ONG et 35% de consultants privés)

37%

d'experts non-européens
(30% d'universitaires, 40% des ONG et 30% de consultants privés)

Experts en 2017

- En 2017, la réserve d'experts a augmenté de 15%
- Nombre total d'experts : 591
- 84 experts déployés en 2017 (56% d'hommes, 44% de femmes)
- 51% d'experts issus des administrations publiques des EM UE Experts des EM UE principalement de la Belgique, de l'Espagne, des Pays-Bas, et du Portugal
- 9 experts des administrations publiques des pays du Sud (Argentine, Cap-Vert, Mali, Nigeria, Rwanda, Sénégal, Thaïlande et Tunisie)
- 3 ICMPD



2017: RÉGION PAR RÉGION



Stephanie Berry
Chargée de projet et
Coordinatrice régionale



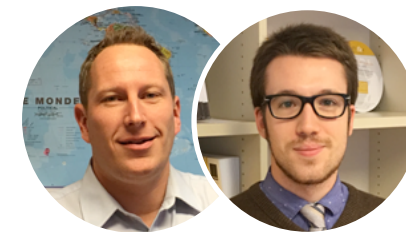
Pauline Dunoyer
Chargée de projet et
Coordinatrice régionale



Caterina Torchiaro
Chargée de projet et
Coordinatrice régionale

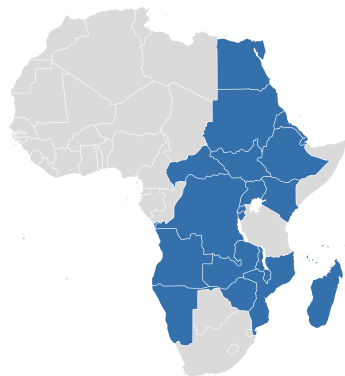


Romain Gustot
Chargé de projet et
Coordinateur régional



Alfred Woeger
Chargé de projet et
Coordinateur régional
Markel Redondo Ibarrodo
Chargé de projet adjoint

AFRIQUE (ORIENTALE, CENTRAL ET AUSTRALE)



Pages 32-33

AFRIQUE (DE L'OUEST)



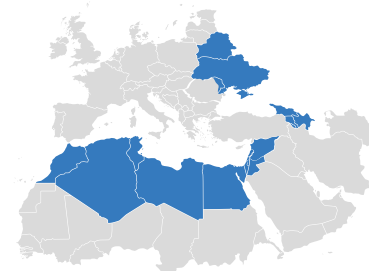
Pages 34-36

ASIE



Pages 37-39

VOISINAGE EUROPÉEN



Pages 40-41

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES



Pages 42-44

AFRIQUE (ORIENTALE, CENTRALE ET AUSTRALE)

Exigeante mais passionnante, c'est l'image que je retiens de l'année 2017 comme de notre dernière action à Maurice,²⁸ où MIEUX a soutenu le processus d'élaboration de la nouvelle Politique de migration et développement de la République de Maurice et son Plan d'action. D'un côté, l'Action s'est avérée exigeante car l'équipe a dû engager une véritable course contre la montre pour livrer le produit final dans les délais impartis par le Bureau du Premier Ministre, l'autorité requérante. De l'autre, grâce au Comité de pilotage du projet déjà sur place, nous avons pu facilement prendre contact avec l'ensemble des intervenants clés des migrations à Maurice et avoir quelques échanges approfondis sur tous les sujets connexes. Ces rencontres ont permis à l'équipe MIEUX et aux experts de se faire une idée précise des défis rencontrés par l'île et, en retour, d'imaginer une politique et un plan d'action sur mesure pour y répondre efficacement. Concernant la politique proprement dite, il est très intéressant de signaler que l'intention du Bureau du Premier Ministre dépasse le cadre de la mobilisation de la diaspora pour tendre vers un objectif plus ambitieux : attirer les travailleurs étrangers Hautement qualifiés tout en envoyant les migrants peu qualifiés à l'étranger. De plus, la motivation et la volonté politique de voir aboutir la politique et le plan d'action ont rendu notre intervention passionnante et garantissent son appropriation locale.

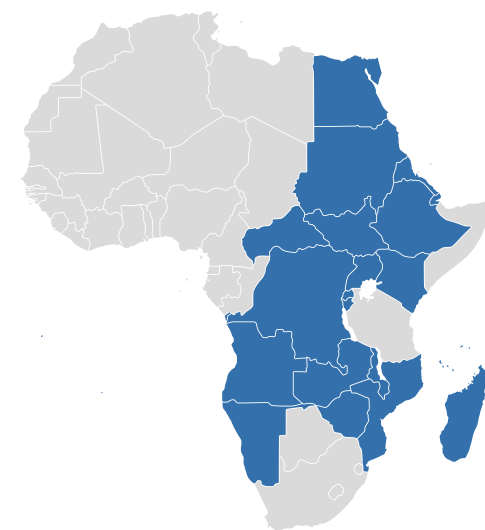
Sur le front des tendances régionales en Afrique de l'Est, les flux migratoires principaux sont des déplacements générés par des conflits (notamment Érythrée, République centrafricaine et République démocratique du Congo) mais aussi par la sécheresse et le changement climatique. Au niveau de MIEUX, les demandes liées à la thématique migration et développement ont augmenté, signe que les gouvernements non seulement reconnaissent la relation entre les deux et souhaitent la renforcer mais aussi qu'ils prennent conscience de la nécessité d'avoir des statistiques de qualité sur les migrations afin de mieux comprendre le phénomène et d'élaborer des politiques plus à même d'y répondre efficacement.

Concernant 2018, nul doute que la formulation de la Politique d'engagement de la diaspora à Madagascar sera l'un des temps forts de l'année, d'autant que l'équipe d'experts devra rivaliser d'inventivité pour imaginer des mesures politiques et des activités tenant compte de la spécificité de la diaspora malgache. L'équipe devra aussi veiller à intégrer la dimension du genre dans la politique et à impliquer activement les membres de la diaspora dans le processus rédactionnel. Le dynamisme du point focal et le bel élan de 2017 ont d'ores et déjà instauré un environnement de travail positif.



« La nécessité d'avoir des données fiables sur les migrations pour à la fois mieux comprendre le phénomène et y répondre par des politiques mieux adaptées est de plus en plus reconnue »

Stéphanie Berry, Chargée de projet et Coordinatrice régionale pour l'Afrique orientale, centrale et australe



STATISTIQUES AFRIQUE (ORIENTALE, CENTRALE ET AUSTRALE)

« La coopération est exceptionnelle... en ce sens qu'elle pousse les participants à envisager de nouvelles approches et à comprendre les points de vue défendus par les autres »

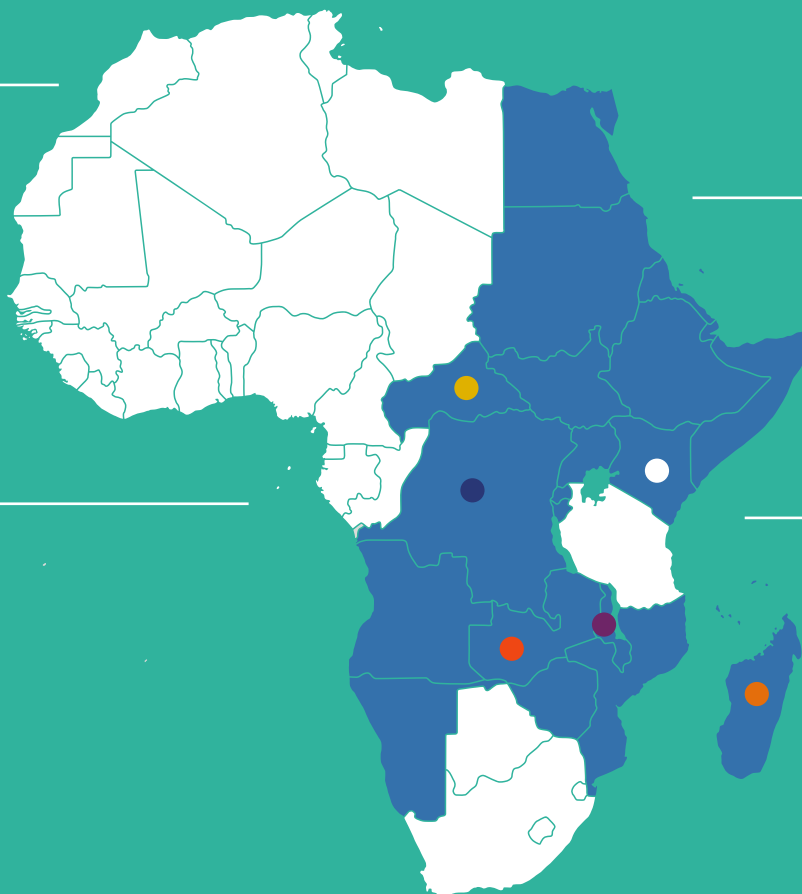
Adamu Isa Iddor, *Expert sur Malawi*

TYPES D'ACTIVITÉS

-  Missions exploratoires
-  Sessions d'échange d'informations
-  Formulation/évaluation de politiques et de stratégies
-  Ateliers thématiques

7 PAYS

-  République centrafricaine
-  République démocratique du Congo
-  Kenya
-  Madagascar
-  Malawi
-  Maurice
-  Zambie



GRANDES RÉALISATIONS DE 2017

Maurice : Politique nationale et plan d'action sur la migration et le développement

THÉMATIQUES CLÉS

-  Gestion des données
-  Engagement de la diaspora
-  Migration et développement
-  Élaboration de politiques

AFRIQUE DE L'OUEST

Par sa situation géographique et politique, l'Afrique de l'Ouest est restée en 2017 une région d'intérêt prioritaire pour l'ensemble des acteurs de la gestion des migrations dans les pays d'origine, de transit et de destination, depuis les autorités nationales et locales aux institutions régionales en passant par les ONG. Le fait le plus marquant de 2017 en Afrique de l'Ouest est la variété des opportunités et des défis générés par les migrations et le besoin croissant de renforcer la coopération entre les pays situés le long des routes migratoires de Méditerranée occidentale et centrale.

Il apparaît que ces dix dernières années, les pays d'Afrique de l'Ouest se soient attachés à répondre à deux tendances sur le plan de la gouvernance migratoire. Premièrement, ils se sont employés à renforcer l'intégration régionale et le cadre régional de la CEDEAO, notamment la mise en œuvre du Protocole

de la CEDEAO sur la libre circulation des personnes, tout en relevant les défis soulevés par les migrations irrégulières, la TEH et le TIM. Concernant l'intégration régionale, MIEUX soutient la formulation de textes qui prennent en compte les aspects régionaux et encourage la coopération régionale par le déploiement d'experts d'autres pays de la CEDEAO. Concernant la lutte contre la traite et le trafic illicite de migrants, MIEUX aide plusieurs pays à renforcer leur cadre politique en favorisant une approche holistique des deux phénomènes, fondée sur la coopération inter-agences. C'est le cas notamment au Ghana, où MIEUX aide le Service ghanéen de l'immigration à mettre sur pied un module de formation dédié à la lutte contre la TEH.



« Pour moi, le fait marquant de 2017 en Afrique de l'Ouest est la variété des opportunités et des défis générés par les migrations »

Pauline Dunoyer de Segonzac, Chargée de projet et Coordinatrice régionale pour l'Afrique de l'Ouest





Si les priorités varient parfois d'un pays à l'autre en fonction de la nature des flux migratoires, une tendance commune semble néanmoins se dessiner : l'élaboration des cadres politique et juridique. En 2016, MIEUX et ses partenaires ont aidé le Niger à concevoir sa Stratégie nationale de lutte contre la migration irrégulière. En 2017, l'UE a renouvelé son soutien à cette action par un appui au développement d'un Plan d'action. L'année 2017 a également été marquée par la clôture de deux actions en Côte d'Ivoire et au Sierra Leone. La Stratégie nationale sur la migration et le développement de la Côte d'Ivoire et la Politique Nationale de Migration du Sierra Leone ont été finalisées et sans conteste offriront des cadres durables pour une meilleure gestion des migrations dans les deux pays. En outre, en complément de ce besoin de créer des politiques, la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest ont également jugé nécessaire de renforcer leurs capacités sur le plan de la mise en œuvre effective de ces politiques. MIEUX a répondu à cette demande notamment au Cap-Vert, au Ghana, au Nigeria et au Togo.

Autre élément clé en Afrique de l'Ouest : la nécessité d'impliquer les acteurs locaux et les OSC dans les initiatives en rapport avec les migrations car ils sont souvent en première ligne et sont censés fournir la réponse la mieux adaptée à chaque type de situation. MIEUX insiste beaucoup sur ce point et associe ces acteurs à divers types d'activités menées dans la région. Vu le nombre élevé d'Actions MIEUX en Afrique de l'Ouest et la diversité des sujets, choisir un seul temps fort pour 2018 n'est pas évident. Néanmoins, j'attends beaucoup de l'atelier de restitution et de capitalisation prévu dans le cadre de l'Action régionale Migration et environnement. Cet atelier rassemblera les partenaires de toute la région afin de décider des résultats de cette Action très spécifique qui vise à relever le nouveau défi des migrations liées au changement climatique par le biais d'une approche régionale, comme prescrit par le cadre d'intégration régionale pour l'Afrique de l'Ouest.

STATISTIQUES AFRIQUE DE L'OUEST









« Mon expérience de MIEUX a été très gratifiante. J'ai pu étoffer mes compétences et apprendre un tas de choses des intervenants ivoiriens et des autres experts. [Je retiendrai surtout] les enseignements en matière de mobilisation, de coordination et de coopération entre les différents ministères et les acteurs impliqués dans la thématique migration et développement »

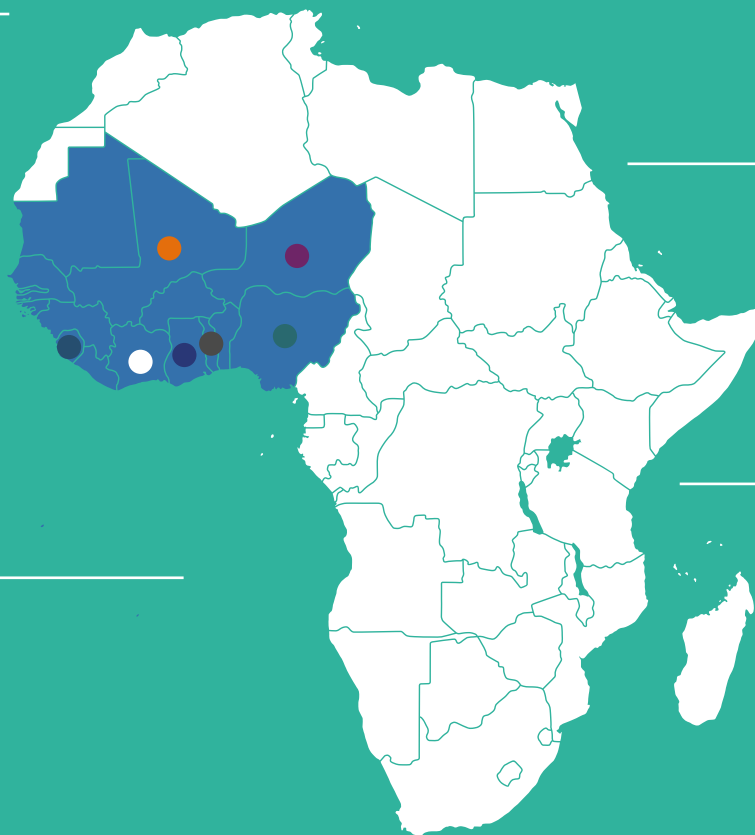
Yéra Dembélé, *Expert sur Côte d'Ivoire II*

TYPES D'ACTIVITÉS

-  Formulation/évaluation de politiques et de stratégies
-  Sessions d'échange d'informations
-  Présentations et conférences
-  Soutien à distance
-  Visites d'étude
-  Ateliers thématiques

8 PAYS

-  Cap-Vert
-  Côte d'Ivoire
-  Ghana
-  Mali
-  Niger
-  Nigeria
-  Sierra Leone
-  Togo



GRANDES RÉALISATIONS DE 2017

Côte d'Ivoire : Stratégie nationale sur la migration et le développement

Sierra Leone : Politique nationale de migration

THÉMATIQUES CLÉS

-  Gestion des données
-  Migration irrégulière
-  Gestion des frontières maritimes
-  Migration et développement
-  Migration et jeunesse
-  Élaboration de politiques
-  Retour et réintégration
-  TEH

ASIA

Concernant 2017, je suis particulièrement fière d'avoir accompagné la rédaction du Manuel d'enquêtes et de poursuites à l'encontre des faits de recrutement illégal liés à la traite des êtres humains, conçu à l'initiative de la POEA. La POEA est en charge de la prévention et de la lutte contre le recrutement illégal des migrants et ce Manuel répond vraiment à ses besoins. La mission de rédaction a été confiée à un Groupe de travail technique interagences philippin spécialement créé pour l'occasion et composé de représentants du pouvoir central et des autorités locales. Assisté par des experts MIEUX belges et britanniques, le Groupe de travail a pris en compte les points de vue et les réalités vécues par les autorités locales, faisant du Manuel un outil unique et exhaustif pour l'ensemble des intervenants concernés.

Ce Manuel est le premier outil du genre aux Philippines en ce sens qu'il ne se focalise pas uniquement sur la TEH, une thématique classique, mais traite aussi du recrutement illégal des migrants à l'étranger, une problématique de plus en plus pressante pour le pays. À l'instar des outils de lutte contre la TEH, il suit l'approche dite des 4P (prévention, protection, poursuites et partenariat) qui se révèle tout aussi pertinente et efficace pour les cas de recrutement illégal.



« **Le Manuel rédigé en 2017 est l'illustration parfaite d'une assistance technique centrée sur les besoins et les défis spécifiques des pays partenaires et innovante dans ses solutions** »

Caterina Torchiaro, Chargée de projet et Coordinatrice régionale pour l'Asie





Du côté des **tendances migratoires actuelles**, organiser la migration liée au travail et lutter contre la TEH sont les priorités clés des pays d'Asie centrale et du Sud-Est. Dans cette région du monde, la quête de meilleures perspectives économiques et de meilleurs salaires est l'un des moteurs premiers de la mobilité. En Asie, l'émigration se fait à destination de pays où les revenus sont plus élevés. En Asie centrale, la Russie et, dans une moindre mesure, le Kazakhstan, constituent des destinations importantes pour les travailleurs migrants, notamment dans les secteurs de la construction et des services.

En Asie du Sud-Est, par exemple, les migrants du Cambodge, du Laos et du Myanmar se rendent en Thaïlande pour travailler dans l'agriculture, la pêche, les services domestiques, la construction ou l'industrie. Ils peuvent alors parfois être pris pour cibles par les trafiquants et exposés à de graves violations des droits humains. Les pays de la région s'efforcent donc aussi d'organiser la migration liée au travail et de lutter contre la TEH. En 2017, MIEUX a déployé des experts aux Philippines, en Thaïlande et au Timor-Leste pour lutter contre le recrutement illégal et la traite. L'Action aux Philippines et son Manuel sont l'illustration parfaite d'une assistance technique centrée sur les besoins et les défis spécifiques des pays partenaires et innovante dans ses solutions.

En 2018, plusieurs pays d'Asie bénéficiant d'Actions MIEUX échangeront des connaissances au travers de visites d'étude en Europe et dans d'autres pays de la région. Je pense que c'est une occasion unique de libérer le potentiel de l'échange entre pairs qui est l'un des fondements de MIEUX.






Ainsi, les partenaires thaïlandais iront aux Pays-Bas pour une visite d'étude sur le thème de la lutte contre la TEH, tandis que des Timorais se rendront en Thaïlande. Les délégués thaïlandais pourront découvrir eux-mêmes comment les autorités et les intervenants néerlandais collaborent pour protéger et venir en aide aux victimes de la traite pendant que de leur côté, les délégués timorais pourront explorer les pistes pour renforcer le travail d'enquête dans les dossiers de traite avec leurs homologues thaïlandais très expérimentés dans ce domaine. Cette double visite d'étude est particulièrement intéressante car elle permettra aux visiteurs comme à leurs hôtes d'apprendre et de s'inspirer de l'expérience des uns et des autres mais aussi d'échanger des informations sur les méthodes utilisées et de nouer des contacts propices à un futur renforcement de la coopération. Ensemble, ils pourront donc former une coopération triangulaire élargie mais aussi stimuler l'apprentissage horizontal entre pairs chez de nombreux praticiens des pays partenaires, de l'UE et des EM UE.

STATISTIQUES ASIE

« Le projet MIEUX m'a offert une formidable occasion de partager mes connaissances et de nouer de merveilleuses relations de travail avec des personnes authentiques, désireuses de s'épanouir et de se dépasser »

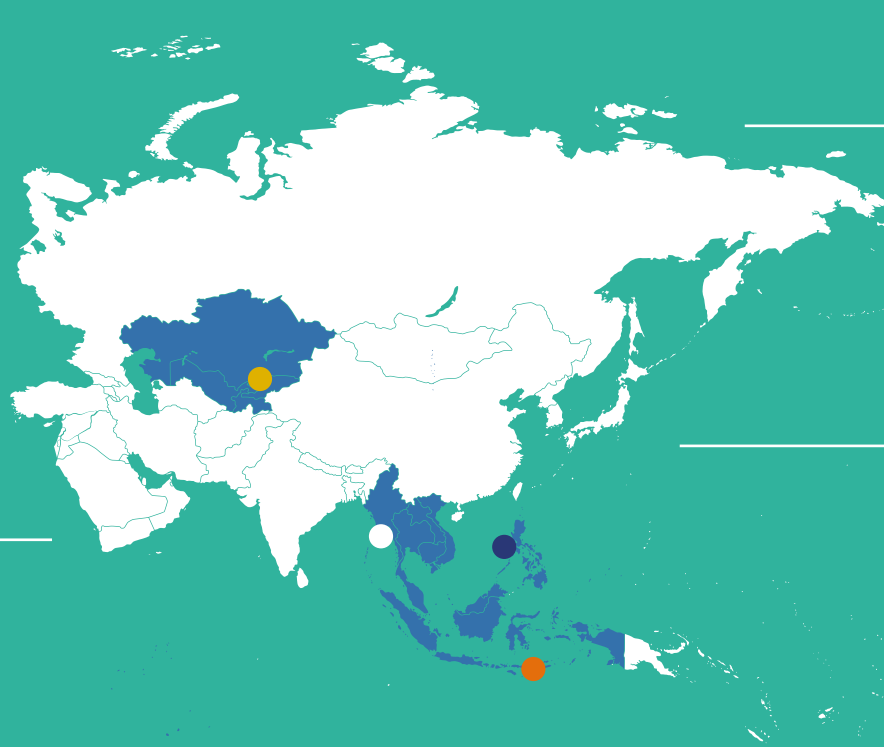
Michael Hafford, *Expert sur Timor-Leste II*

TYPES D'ACTIVITÉS

-  Création de manuels et de guides d'utilisation
-  Sessions d'échange d'informations
-  Ateliers thématiques
-  Sessions de formation/formation des formateurs
-  Soutien à distance

4 PAYS

-  Kirghizistan
-  Philippines
-  Thaïlande
-  Timor-Leste



GRANDES RÉALISATIONS DE 2017

Manuel d'enquêtes et de poursuites à l'encontre des faits de recrutement illégal lié à la traite des êtres humains

THÉMATIQUES CLÉS

-  Migration liée au travail
-  TEH

VOISINAGE EUROPÉEN

En 2017, le principal temps fort dans la région du Voisinage Est aura été l'impact concret de l'Action en Biélorussie²⁹ consacrée aux « Conventions et normes internationales sur la migration liée au travail et les migrations et à leurs liens avec la législation nationale ». Les experts, les participants et l'autorité requérante (ministère de l'Intérieur, Département de la citoyenneté et des migrations) ont tous salué le succès des trois ateliers organisés en mars, juin et novembre 2017 qu'ils ont qualifiés d'étapes importantes dans l'évaluation d'impact et l'étude de faisabilité entamé par la Biélorussie sur plusieurs Conventions internationales relatives à la migration liée au travail, notamment la Convention C97 de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur les travailleurs migrants. Dans le Voisinage Sud, nous sommes parvenus à établir de nouvelles formes de coopération en Jordanie avec le ministère du Développement social, matérialisées par le lancement, en août 2017, d'une nouvelle Action³⁰ portant sur la création de SOP pour améliorer l'aide et les services aux victimes de la traite (VdT) dans les refuges de Dar Karamah et de l'Union des femmes et les futurs centres qui seront créés dans le pays.

Sur le front des tendances régionales, la disparité des contextes dans lesquels évoluent les pays du Voisinage Est et du Voisinage Sud ne les empêche pas de s'impliquer dans des initiatives-cadres de coopération en matière de gestion des migrations, comme les Partenariats pour la mobilité ou les dialogues sur la facilitation et la libéralisation des visas. De 2017, je retiendrai surtout la volonté renouvelée d'aborder la gestion des migrations à travers le prisme de l'élaboration de politiques sur la migration liée au travail, la TEH et l'engagement de la diaspora.

Concernant 2018, j'attends avec impatience la suite des Actions en Biélorussie et en Jordanie et la réactivation éventuelle d'Actions au Liban et en Tunisie. En Biélorussie, il s'agira de clôturer l'Action par une présentation du « Rapport d'évaluation d'impact et de faisabilité sur les Conventions internationales sur la migration liée au travail » devant un panel de haut niveau d'intervenants biélorusses et extérieurs. Nous sensibiliserons les partenaires à la législation européenne en la matière et formulerons des recommandations et des orientations pour l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique migratoire nationale globale et performante. Nous profiterons de la présence sur place d'un autre projet piloté par l'ICMPD, le Programme des Partenariats pour la mobilité (PPM), pour identifier des synergies et lancer des idées pour exploiter le travail réalisé dans le cadre de l'Action MIEUX. En Jordanie, les fondations posées en 2017 se traduiront bientôt en activités pratiques et concrètes. Le processus de rédaction des SOP destinées aux refuges devrait prendre six semaines, le temps nécessaire pour consulter l'ensemble des intervenants concernés et s'assurer que la voix des acteurs du quotidien soit entendue, aussi bien sur la forme que sur le résultat final.






« En 2017, j'ai pu constater une volonté renouvelée d'aborder la gestion des migrations à travers le prisme de l'élaboration de politiques dans les domaines de la migration liée au travail, de la lutte contre la TEH et de l'engagement de la diaspora »




Romain Gustot, Chargé de projet et Coordinateur régional pour le Voisinage européen

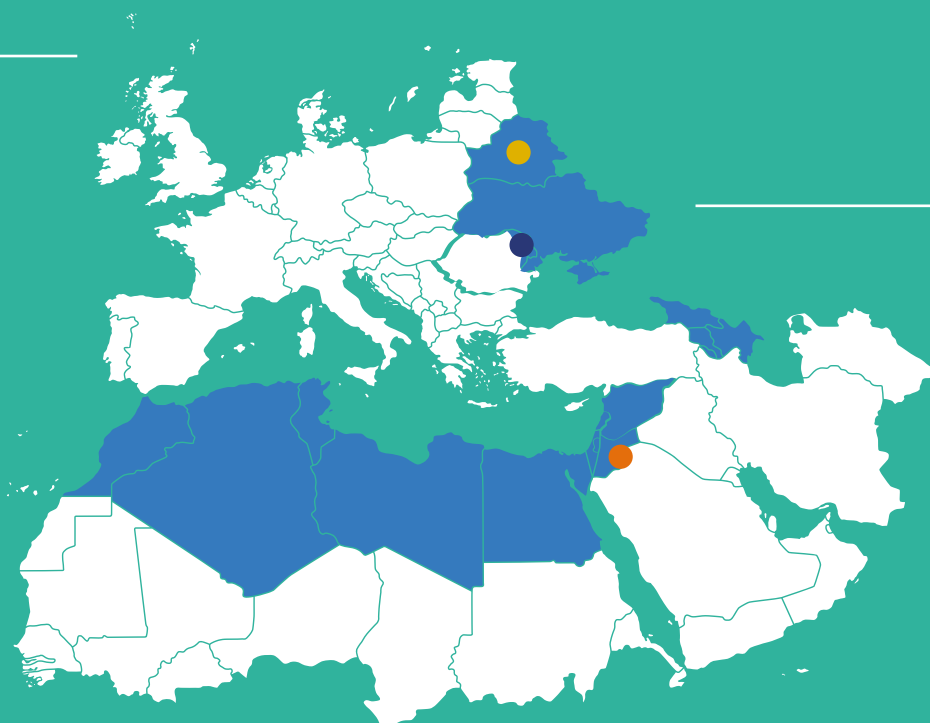
STATISTIQUES VOISINAGE EUROPÉEN

TYPES D'ACTIVITÉS

-  Réalisation d'une évaluation de base
-  Élaboration de manuels et de guides d'utilisation
-  Sessions d'échange d'informations

3 PAYS

-  Biélorussie
-  Jordanie
-  Moldavie



GRANDES RÉALISATIONS DE 2017

Activités de renforcement des capacités

THÉMATIQUES CLÉS

-  Communication et migration
-  Migration irrégulière
-  Migration liée au travail
-  Élaboration de politiques
-  TEH

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

AW : Pour moi, le **temps fort de l'année 2017**, aura été ma participation, en tant que Coordinateur régional MIEUX pour l'Amérique latine et les Caraïbes, à la « Réunion préparatoire d'inventaire en vue du Pacte Mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières » au sein de la délégation d'ICMPD. Lors de cette réunion organisée en décembre à Puerto Vallarta, Mexique, les États ont été nombreux à citer le renforcement des capacités comme une priorité transversale pour aider les autorités nationales et infranationales à mieux gérer les migrations. MIEUX sera donc un outil plus pertinent que jamais dans le nouveau cadre international de gouvernance migratoire qui s'ouvrira dès l'adoption finale du GCM.

MRI : De mon côté, j'ai constaté au fil des interventions MIEUX en Amérique latine et aux Caraïbes en 2017, une volonté généralisée et accrue de coopérer plus étroitement dans le domaine de la gouvernance migratoire. Dans cette région il existe déjà une longue tradition d'intégration au sein du MERCOSUR, du SICA, de la Communauté andine des Nations ou de l'Alliance du Pacifique. Cet engagement renouvelé pour la recherche de réponses et de stratégies communes sur les migrations fait progressivement son chemin dans les

agendas politiques de la plupart des États et se traduit par la réactivation tous azimuts des mécanismes ou plateformes d'échange de bonnes pratiques mais aussi par le recours à de nouveaux instruments, dont MIEUX, dans une volonté de renforcer les capacités des gouvernements dans tous les domaines de la gestion des migrations.

En 2017, MIEUX a mis en œuvre 21 activités en Amérique latine et aux Caraïbes, un record depuis le début des interventions dans la région. Les séminaires sur l'intégration et la réintégration des migrants que nous avons organisés en coordination avec l'Unité chargée de la politique migratoire du ministère mexicain de l'Intérieur en mai et juin 2017 ont été un exemple formidable et remarquable d'échange de connaissances sur la gestion migratoire entre l'UE et les pays partenaires. MIEUX avait pour cela réuni un large éventail d'intervenants internationaux (par exemple : OIT, OIM, UNICEF et UNHCR), nationaux et locaux (par exemple : agents des bureaux d'aide aux migrants des états mexicains aux taux d'immigration et de retours élevés) ainsi que plusieurs OSC mexicaines (par exemple : Croix-Rouge du Mexique et Casa Refugiados).



« En 2017, MIEUX a mis en œuvre 21 activités en Amérique latine et aux Caraïbes, un record depuis le début des interventions dans la région »

Alfred Woeger (AW), Chargé de projet et Coordinateur régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes

Markel Redondo Ibarro (MRI), Chargé de projet adjoint



L'Unité chargée de la politique migratoire a pu exposer son Programme spécial pour les migrations (2014-2018) à tous les participants et approfondir le dialogue avec les autorités locales sur les questions migratoires. Les bonnes pratiques présentées par les experts des EM UE dans les domaines de la santé, de l'intégration, de la réintégration et de la protection ont même inspiré à une ONG mexicaine de Mexico City la création d'un système de parrainage des réfugiés.

Concernant les tendances régionales, les conflits et la violence continuent d'alimenter les flux migratoires. En proie à un conflit interne qui s'éternise, la Colombie reste le premier pays d'origine des réfugiés dans la région. La violence ainsi que le contexte socioéconomique dans le Triangle du Nord (El Salvador, Guatemala et Honduras) ont provoqué l'émigration massive de femmes et d'enfants vers le Mexique et les États-Unis. La région a également enregistré une hausse sensible des demandes d'asile émanant de ressortissants vénézuéliens, notamment les pays voisins du Venezuela. MIEUX aide plusieurs gouvernements à renforcer les capacités et la qualité des services nationaux d'asile mais aussi à concevoir des politiques d'intégration performantes, à l'image de l'Action au Mexique évoquée ci-dessus ou du soutien apporté au Costa Rica pour l'élaboration du second Plan national d'intégration 2018-2022.

Le trafic de migrants est un problème majeur dans la région et une préoccupation croissante pour les pouvoirs régionaux, nationaux et infranationaux. Nous y avons répondu, entre autres, en aidant le Réseau ibéro-américain des procureurs publics spécialiste de la traite, réseau qui regroupe des procureurs de 23 pays d'Amérique latine, d'Andorre, d'Espagne et du Portugal, à intégrer une dimension TIM dans son action. Lors de la troisième réunion du Réseau qui s'est déroulée du 19 au 21 septembre, 17 procureurs (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Équateur, Espagne, Guatemala, Mexique, Paraguay, Pérouet, République dominicaine et Uruguay) ont adopté une déclaration et des lignes directrices dans lesquelles ils réaffirment leur engagement à renforcer la coopération régionale en matière d'identification et de poursuites à l'encontre des faits de TEH et de TIM. Le texte explique la nécessité, d'une part, de transformer le Réseau en instrument de coopération officiel pour que des équipes d'investigation conjointes puissent unir leurs forces pour lutter contre les deux fléaux et, d'autre part, de cesser de traiter chaque cas comme un incident isolé dans une juridiction donnée et de les replacer dans un contexte régional plus vaste. Le résultat de cette Action est une version révisée du Protocole de coopération interinstitutionnelle qui compte désormais une dimension de genre et une approche fondée sur les droits humains.³¹

En 2018, nous aurons le plaisir de fêter les 10 ans de MIEUX en organisant un atelier régional en juillet 2018 à Mexico. Cette conférence va nous permettre de réunir à nouveau les points focaux des gouvernements des pays partenaires et des experts de nombreux pays d'Amérique latine et des Caraïbes pour évoquer et faire le point sur les grandes réalisations et les enseignements tirés des Actions MIEUX dans la région. Elle sera aussi l'occasion d'aborder des questions spécifiques plus récentes d'intérêt général, à savoir la protection et l'aide aux migrants en situation de vulnérabilité et l'intégration/la réintégration des migrants.

« Le grand mérite des interventions MIEUX est de soulever les questions importantes et d'offrir une plateforme où les intervenants de tous horizons peuvent réfléchir aux moyens de renforcer leurs efforts conjoints dans des domaines spécifiques et identifier les éléments précis de l'expérience européenne susceptibles de servir de source d'inspiration ou d'être utiles dans le contexte local. Les discussions à la fois dynamiques et ciblées lors du séminaire l'ont prouvé »

Hanna Siarova Pereira, Expert sur Mexico II

« De mon point de vue personnel, l'expérience a été très satisfaisante car, en plus d'élargir mes compétences techniques et d'avoir pu partager mes connaissances, travailler pour MIEUX m'a permis de combiner mes rôles d'experte d'une administration publique européenne et d'experte issue de l'immigration »

Gloria Elena Renón Toro, Expert for Costa Rica II

Le saviez-vous ?



En 2017, la région LAC a enregistré une hausse de

280%

des activités mises en œuvre (21 contre 6 en 2016).

STATISTIQUES AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

TYPES D'ACTIVITÉS

-  Création de manuels et de guides d'utilisation
-  Missions exploratoires et comptes-rendus
-  Formulation/évaluation de politiques et de stratégies
-  Session d'échange information
-  Visites d'étude
-  Appui à l'élaboration et à la révision de lois

5 PAYS

-  Costa Rica
-  Mexique
-  Paraguay
-  Pérou
-  République Dominicaine
-  Organisation régionale Organisation des États ibéro-américains



GRANDES RÉALISATIONS DE 2017

Plan national d'intégration 2018-2022 et Analyse du contexte migratoire du Costa Rica 2017

THÉMATIQUES CLÉS

-  Stratégies de communication
-  Protection internationale et asile
-  Migration liée au travail
-  Élaboration de politiques
-  Protection et aide aux mineurs non accompagnés
-  Gestion de la qualité
-  Intégration sociale
-  TEH et TIM



PROCESSUS TRANSVERSAUX

La gestion des connaissances (KM) se charge de modéliser les rapports, les formulaires d'évaluation, les profils des membres de l'équipe et, en somme, toutes les données recueillies dans le cadre des Actions et des activités MIEUX. En parallèle, le processus Communications veille à ce que ces données soient diffusées et interprétées dans une forme accessible aussi bien pour un public de spécialistes que de profanes aux moyens des outils et des technologies les plus adaptés. Son objectif général est d'en extraire des conclusions utiles pour les praticiens et toute personne s'intéressant au renforcement des capacités dans le domaine de la gestion des migrations.

Ces deux processus stimulent la réflexion, la remise en question et la collaboration au sein de l'équipe de différentes manières. Nous organisons par exemple des « conférences-déjeuners régionales » durant lesquelles chaque coordinateur/trice régional(e) MIEUX partage avec l'équipe et ses autres collègues d'ICMPD son expertise pointue sur la région dont il/elle a la charge. Ces connaissances sont ensuite mises à la disposition du grand public sous la forme de fiches d'informations régionales dont la rédaction a commencé

en 2017 et qui seront publiées dans le courant de 2018 pour annoncer des événements régionaux MIEUX (plus d'informations à la page suivante). En outre, les connaissances acquises sur des sujets spécifiques au travers des Actions MIEUX sont regroupées dans des Fiches d'informations thématiques MIEUX dont la première consacrée aux mineurs migrants non accompagnés au Mexique a été publiée en juillet 2017.

Tout au long de 2017, les spécialistes KM et Communications ont cherché et rédigé des contenus pour le nouveau site internet MIEUX et les réseaux sociaux. Dans un monde qui n'a jamais produit autant de données et où certains acteurs rivalisent pour attirer l'attention, notre volonté est d'envoyer un message clair : MIEUX est un outil de coopération performant dans le domaine de la gestion des migrations.



« Ces processus stimulent la réflexion, la remise en question permanente et la collaboration au sein de l'équipe »

Laura Zorrilla Fernandez, Responsable Gestion des connaissances et Communications

Luigi Fabbri, Chargé de projet et Gestion des connaissances

Publications

Fiche d'information « Mineurs migrants non accompagné en Europe et au Mexique »

Réseaux sociaux en 2017



775 abonnés



**589 j'aime et
625 abonnés**

Le savoir MIEUX repose sur nos publications (notamment les Fiches d'information thématiques et régionales) mais aussi sur nos collaborateurs. C'est pourquoi en 2017, nous avons commencé à mettre en ligne des entretiens de membres de l'équipe mais aussi d'experts ayant pris part à des Actions MIEUX. Les articles de la série « Réflexions MIEUX » ont toujours figuré parmi les pages les plus consultées sur notre site en 2017. La série « Expertise » donne aux membres de l'équipe et aux experts l'occasion d'interagir au-delà des missions et de proposer quelques pistes de réflexion à la communauté des praticiens de la migration.

En 2018, l'équipe sera aux premières loges lors des quatre ateliers régionaux en Afrique (de l'Est et de l'Ouest), en Asie et dans la région Amérique latine et Caraïbes. Nous aurons pour mission de repérer les bonnes pratiques et les exemples remarquables de coopération accumulés au fil de cette première décennie MIEUX et de les regrouper dans le Registre des connaissances MIEUX en vue d'une publication début 2019. Ce travail de réflexion a démarré en septembre 2017 avec un atelier intitulé « Façonner des partenariats dans le

domaine de la migration. Quel rôle pour le développement des capacités ? – une conversation européenne » au cours duquel des praticiens expérimentés ont évoqué les défis en cours, les bonnes pratiques et réfléchi à des solutions d'avenir pour la gestion des migrations, le développement et les partenariats entre l'UE et les pays tiers. Via nos Fiches d'information régionales et nos premiers séminaires en ligne, nous continuerons à offrir une plateforme d'échanges en temps réel sur les tendances régionales pour une communauté MIEUX de praticiens des migrations qui ne cesse de s'agrandir partout dans le monde.



STATISTIQUES GESTION DES CONNAISSANCES ET COMMUNICATIONS EN 2017

Site Internet



3127

Utilisateurs

Principaux pays d'audience



Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, États-Unis, France, Italie, Mali, Mexique, Pays-Bas

Médias



22 citations dans les médias en Afrique, Asie, Amérique latine et Caraïbes, et Voisinage européen

Les 5 articles les plus lus en 2017



- ▶ 6 moyens utilisés par MIEUX pour lutter contre la traite des personnes
- ▶ Façonner les partenariats dans le domaine de la migration – Quel rôle pour le développement des capacités ? – Une conversation européenne
- ▶ Réflexions MIEUX : 5 ideas that summarise integration (en anglais)
- ▶ Réflexions MIEUX : Inspired by Mauritius (en anglais)
- ▶ MIEUX's Top 5 Achievements of 2017 (en anglais)



SOUTIEN À L'ÉQUIPE

Je participe à l'initiative MIEUX depuis sa création et cela a été pour moi un réel privilège de voir grandir le projet au fil des ans. D'abord en charge de la logistique pure et dure (recrutement des experts, gestion des lieux de réunion, gestion des fournisseurs, contrôle des coûts des Actions, création de supports de visibilité, remboursement des frais), je suis passée aujourd'hui à une mission plus tranquille d'organisation de voyages et de relecture.

Le niveau de professionnalisme que l'on retrouve dans toutes les publications de MIEUX témoigne de la rigueur exigée par l'équipe MIEUX et nos experts. Je suis extrêmement fière de contribuer à faire reconnaître la nécessité de la relecture pour améliorer la qualité des rapports, manuels, ordres du jour et autres courriers rédigés par mes collègues qui sont parmi les plus belles personnes avec lesquelles il m'a été donné de travailler.

En tant qu'assistant logistique, je participe à la préparation de toutes les missions, organise les voyages, m'occupe des salles de réunion, le tout en étroite collaboration avec les Chargés de projet juniors. Avec un record au niveau des activités mises en œuvre, l'année 2017 a été particulièrement exigeante mais c'est aussi très gratifiant de voir toutes les interventions que ma contribution a rendues possibles à travers le monde.

Par sa couverture géographique, MIEUX affiche une lourde empreinte carbone. En 2017, chaque membre de l'équipe a accumulé une moyenne de 21 356 miles aériens. ICMPD s'étant engagé à réduire l'impact environnemental de ses activités, les projets tels que MIEUX disposent d'une ligne budgétaire spécifique pour des programmes de compensation carbone reconnus par la Gold Standard Foundation.³² En décembre 2017, la fondation a émis pour MIEUX un certificat de 3750 réductions d'émissions volontaires (VER) pour le programme « African Biomass Energy Conservation PoA » d'Hestian³³ qui combat la déforestation en optimisant la consommation de combustibles issus de la biomasse des ménages. Au Malawi et au Rwanda, Hestian forme des femmes à la fabrication de foyers en argile éco-performants, générant ainsi des revenus tout en réduisant la demande de poêles à bois de plus de 250 000 ménages.



Ann Morley
Relecture



Vadim Camenscic - Assistant
logistique et programme de
compensation carbone



« Au nom de toute l'équipe MIEUX, je remercie l'ensemble de nos partenaires et experts pour la confiance, la coopération authentique, l'engagement et le soutien qu'ils ont témoignés à MIEUX depuis sa création et pour leur contribution à son succès »

Oleg Chirita, Coordinateur des Programmes Initiatives mondiales, ICMPD

PERSPECTIVES POUR 2018

En 2018, MIEUX fêtera ses 10 ans. En tant que programme de renforcement des capacités mondial et avant-gardiste, MIEUX a évolué de façon spectaculaire depuis ses débuts, s'adaptant aux changements dans la gouvernance, la rhétorique, les politiques et les institutions de la migration aux quatre coins du globe. Durant ces 10 années, MIEUX est passé du statut de simple programme d'assistance technique à celui de plateforme reconnue, véritable fer de lance du dialogue et de la coopération intra et interrégionaux. MIEUX est aujourd'hui à la fois un catalyseur de partenariats multi-acteurs dans des domaines variés, un laboratoire de connaissances et de bonnes pratiques, un instigateur d'approches et de méthodes de travail innovantes mais aussi une référence en matière de collaboration entre l'UE et les pays partenaires.

MIEUX s'appuie sur des facteurs de réussite constamment étoffés, testés et adaptés aux priorités et aux demandes de tous les acteurs impliqués. En d'autres mots, le programme a dépassé le cadre des échanges de savoir-faire classiques : il forge des pratiques innovantes adaptées au contexte, instaure une cohérence et des synergies politiques et institutionnelles, crée une appropriation et des solutions locales tout en mettant en lumière le potentiel qu'offrent les migrations en matière de développement humain et national.

Ce dixième anniversaire est sans nul doute l'occasion rêvée de revenir sur le beau parcours de MIEUX et de célébrer ses accomplissements mais aussi de consolider encore, de manière cohérente et durable, l'impressionnante galerie de bonnes pratiques mises en place. Par ailleurs, le corpus de connaissances acquis au fil des ans exige que nous diffusions davantage les bonnes pratiques à travers le monde afin de permettre aux pays partenaires de renforcer leur gouvernance migratoire, notamment dans le cadre des ODD et de leurs autres engagements internationaux et régionaux.

En 2018, c'est dans cette optique que MIEUX célébrera son dixième anniversaire en organisant une série d'ateliers régionaux entre pairs en en Afrique (un en Afrique orientale, centrale et australe et l'autre dans l'Afrique de l'Ouest), en Asie, en Amérique latine et aux Caraïbes et dans le Voisinage européen qui rassembleront les institutions et les acteurs qui ont été les principaux bénéficiaires des Actions MIEUX. Ces événements seront autant d'occasions de célébrer nos succès avec nos partenaires et de saluer toutes les belles choses accomplies ensemble durant cette décennie. Ce faisant, nous inviterons les pays partenaires et les experts à nous dire ce qu'ils pensent des Actions que nous avons menées dans leur pays mais aussi ce qu'ont donné les graines que nous avons semées et quelles pratiques concrètes nous avons réussi à créer ensemble.

L'année qui vient s'inscrit dans le prolongement de 2017, une année exceptionnelle à de nombreux titres. Nous avons renforcé nos processus de KM et de communication en créant et en diffusant des produits ciblés qui ont été extrêmement bien accueillis. Nous avons aussi adapté et amélioré nos méthodes de renforcement des capacités et nous sommes recentrés sur le travail d'élaboration de politiques en prenant en compte les évolutions et les discussions en cours au niveau mondial comme le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières ou la réalisation des ODD, de même que les tendances, les rhétoriques et les réalités à l'œuvre à l'échelon international et régional.

Au nom de toute l'équipe MIEUX, je remercie l'ensemble de nos partenaires et experts pour la confiance, la coopération authentique, l'engagement et le soutien qu'ils ont témoigné à MIEUX depuis sa création et pour leur contribution à son succès.



REMERCIEMENTS

L'équipe MIEUX souhaiterait remercier toutes les personnes et organisations qui ont contribué à faire de l'année 2017 une réussite.

POINTS FOCaux ET AUTORITÉS PARTENAIRES

Biélorussie, ministère de l'Intérieur | Cap-Vert, ministère de l'Éducation, de la Famille et de l'Inclusion sociale, Direction Générale de l'Immigration (DGI) | Costa Rica, Direction Générale de la migration et des étrangers | Côte d'Ivoire, ministère de l'Intégration africaine et des Ivoiriens de l'extérieur | Ghana, Service ghanéen de l'immigration | IberRed, Réseau ibéro-américain des procureurs publics spécialiste de la traite des êtres humains | Jordanie, ministère du Développement social | Kenya, ministère de l'Intérieur et de la Coordination du gouvernement national | Kirghizistan, Inspection générale de la Police des frontières du ministère de l'Intérieur | Madagascar, Direction de la diaspora, ministère des Affaires étrangères | Malawi, ministère de l'Intérieur | Mali, Agence Nationale pour l'emploi | Maurice, Bureau du Premier Ministre | Mexique, Institut national

des migrations | Mexique, ministère de l'Intérieur | Moldavie, Inspection général de la police des frontières | Niger, ministère de la Jeunesse et des Sports et ONG Graspi | Nigeria, Service Nigerian de l'Immigration | Nigeria, ministère du Travail et de l'Emploi | Paraguay, Direction du Soutien aux Communauté paraguayennes de l'étranger | Pérou, Direction Général de la Sécurité démocratique, ministère de l'Intérieur | Philippines, Administration philippine pour l'emploi outre-mer | République centrafricaine, ministère de l'Intérieur, de la Sécurité publique et de l'Administration territoriale | République démocratique du Congo, ministère de l'Emploi et des Affaires sociales | République dominicaine, Institut national pour les migrations | République dominicaine, Direction Générale pour les migrations du ministère de l'Intérieur et de la Police | Sierra Leone, Service de l'immigration | Thaïlande, ministère du Développement social et de la Sécurité humaine | Timor-Leste, Service des migrations | Togo, ministère des Affaires étrangères | Zambie, Département de l'immigration

EXPERTS

Argentine, Arménie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Cap-Vert, Costa Rica, Espagne, Estonie, Fédération de Russie, France, Ghana, Italie, Mali, Malte, Moldavie, Nigeria, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni, Sénégal, Slovénie, Suède, Thaïlande et Tunisie

COMITÉ DE PILOTAGE DU PROJET MIEUX

Commission européenne, Direction Générale Coopération internationale et développement (DG DEVCO), Unité B3, Direction Générale Migration et affaires intérieures (DG HOME), Service européen pour l'action extérieure (SEAE) (à Bruxelles et sur le terrain)



NOTES ET RÉFÉRENCES

¹ Cité par Girard&Girard (2009) « Defining knowledge management: Toward an applied compendium », Online Journal of Applied Knowledge Management (p.4) Disponible en ligne sur : http://www.iiakm.org/ojakm/articles/2015/volume3_1/OJAKM_Volume3_1pp1-20.pdf (consultation le 26 mars 2018)

² OCDE (2008), « Relever le défi posé par le renforcement des capacités : évoluer vers de bonnes pratiques », Revue de l'OCDE sur le développement, vol. 8/3, http://dx.doi.org/10.1787/journal_dev-v8-art40-fr

³ Global Compact for Safe, Orderly and Regular Migration. Zero Draft https://refugeesmigrants.un.org/sites/default/files/180205_gcm_zero_draft_final.pdf (consultation le 20 mars 2018) (en anglais uniquement)

⁴ 2017-03

⁵ Ibid

⁶ COM(2011) 743 final, Approche globale de la question des migrations et de la mobilité. Bruxelles, 18.11.2011, p. 6. Disponible en ligne sur : https://ec.europa.eu/home-affairs/what-we-do/policies/international-affairs/global-approach-to-migration_en

⁷ 2016-17

⁸ 2016-02

⁹ Projet de déclaration conjointe relative à la signature d'un partenariat pour la mobilité entre la République de Biélorussie et l'Union européenne et ses États membres. Disponible via : https://ec.europa.eu/home-affairs/sites/homeaffairs/files/what-we-do/policies/international-affairs/global-approach-to-migration/specific-tools/docs/mobility_partnership_of_belarus_en.pdf (en anglais uniquement)

¹⁰ 2016-12

¹¹ 2017-04

¹² 2016-01

¹³ 2017-05

¹⁴ 2016-01

¹⁵ « Signature d'un Programme commun sur les migrations et la mobilité entre le Nigeria et l'UE ». Disponible en ligne sur : https://ec.europa.eu/europeaid/node/96677_en (consultation le 3 avril 2018) (en anglais uniquement)

¹⁶ [2015-06](#)

¹⁷ [2015-04](#)

¹⁸ Le nouveau consensus européen pour le développement. « Notre monde, notre dignité, notre avenir », Bruxelles 30.06.2017, par. 39. Disponible en ligne sur : <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:C:2017:210:FULL&from=EN> (consultation le 19 mars 2018)

¹⁹ MIEUX (2017) « Sierra Leone: new National Migration Policy » [communiqué de presse] 13 octobre. Disponible en ligne sur : <https://www.mieux-initiative.eu/en/news-events/news/47-sierra-leone-new-national-migration-policy> (consultation le 26 mars 2018) (en anglais uniquement)

²⁰ [2012-02](#)

²¹ [2016-07](#)

²² Entretien édité et résumé pour les besoins du présent rapport

²³ L'Action menée en 2017 porte sur le Plan national d'intégration 2018 -2022

²⁴ Union européenne, Plan d'action UE-CELAC, 10-11 juin 2015. Disponible via : http://www.consilium.europa.eu/media/23756/eu-celac-action-plan_fr.pdf (consultation le 26 mars 2018)

²⁵ Disponible en espagnol sur le site de la Direction générale de la migration et des étrangers du Costa Rica http://migracion.go.cr/integracion_desarrollo/index.html

²⁶ Politique nationale intégrée sur les migrations (2013-2023)

²⁷ [2016-01](#)

²⁸ [2012-02](#)

²⁹ [2016-02](#)

³⁰ [2016-06](#)

³¹ Protocolo de Cooperación Interinstitucional para fortalecer la Investigación, Atención y Protección a víctimas del delito de Trata de Personas y el Tráfico Ilícito de Migrantes entre los Ministerios Públicos Ibero Americanos AIAMP

³² The Gold Standard Foundation

³³ www.goldstandard.org/projects/cleaner-and-safer-stoves-malawi



@mieux.migration



www.mieux-initiative.eu



@mieux_migration



Financé par l'Union européenne



Implémenté par

